

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1937

THÈSE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Jean CRÉPIN

Né le 19 septembre 1911, à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)
Diplômé de l'Institut d'Hygiène
de la Faculté de Médecine de Paris

LES CITÉS OUVRIÈRES DU NORD DE LA FRANCE

ÉTUDE D'HYGIÈNE URBAINE
ET D'HYGIÈNE SOCIALE

Président : M. TANON, Professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1937

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1937

THÈSE

N° —

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Jean CRÉPIN

Né le 19 septembre 1911, à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)

Diplômé de l'Institut d'Hygiène
de la Faculté de Médecine de Paris

LES CITÉS OUVRIÈRES DU NORD DE LA FRANCE

ÉTUDE D'HYGIÈNE URBAINE
ET D'HYGIÈNE SOCIALE

Président : M. TANON Professeur,

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1937

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIÈRE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Bactériologie	R. DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générale	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	ABRAMI
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	HARVIER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNEL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	LOEPER.
	CARNOT.
	CLERC.
	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBoullet.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNÉO.
	GOSSET.
	GRÉGOIRE.
	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	COUVELAIRE.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la tuberculose	BEZANÇON.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
Cardiologie clinique	LAUBRY
	HOVELACQUE.
Professeurs sans chaire	MULON.
	OLIVIER.
	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

AMELINE..... Pathologie chirurgicale.
 BARIÉTY..... Pathologie médicale.
 BÉNARD (H.) .. Pathologie médicale.
 BERNARD (E.).. Pathologie médicale.
 BESANÇON (J.).. Hydrologie.
 BOULIN..... Pathologie médicale.
 BULLIARD..... Histologie.
 CATHALA..... Pathologie médicale.
 CHEVALLIER .. Pathologie médicale.
 COSTE..... Pathologie médicale.
 DOGNON..... Physique.
 FEY..... Urologie.
 FUNCK..... Pathologie chirurgicale.
 GALLIARD..... Parasitologie.
 GASTINEL..... Bactériologie.
 DE GAUDART D'ALLAINES.. Pathologie chirurgicale.
 DE GENNES... Pathologie médicale.
 GAYET..... Physiologie.
 GIROUD..... Histologie.
 HAGUENAU... Pathologie médicale.
 HALPHEN..... Oto-rhino-laryngologie.
 HAZARD..... Pharmacologie.
 HUGUENIN..... Anatomie pathologique.
 JOANNON..... Hygiène.
 LACOMME..... Obstétrique.

MM.

LANTUÉJOUL .. Obstétrique.
 LAROCHE (G.).. Pathologie médicale.
 LELONG..... Pathologie médicale.
 LEMAIRE..... Pathologie expérimentale.
 LEVEUF..... Pathologie chirurgicale.
 M^{lle} J. LÉVY.... Pharmacologie.
 LÉVY-VALENSI. Neurologie et Psychiatrie.
 MÉNÉGAUX... Pathologie chirurgicale.
 MOLLARET... Pathologie médicale.
 MOREAU..... Pathologie médicale.
 MOULONGUET.. Pathologie chirurgicale.
 MOUQUIN..... Pathologie médicale.
 OBERLING..... Anatomie pathologique.
 PETIT-DUTAILLIS.. Pathologie chirurgicale.
 PIÉDELIEVRE .. Médecine légale.
 PORTES..... Obstétrique.
 RENARD..... Ophtalmologie.
 RICHEL..... Physiologie.
 SANNIÉ..... Chimie biologique.
 SÈNEQUE..... Pathologie chirurgicale.
 TROISIER..... Pathologie expérimentale.
 TURPIN..... Pathologie médicale.
 VIGNES..... Obstétrique.
 WILMOTH..... Pathologie chirurgicale.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

ALGLAVE..... Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET..... Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT.. Physiologie.
 GUÉNIOT..... Obstétrique.
 LARDENNOIS.... Pathologie chirurgicale

MM.

LEROUX..... Anatomie pathologique.
 NEVEU-LEMAIRE. Parasitologie.
 PHILIBERT..... Bactériologie.
 VAUDESCAL..... Obstétrique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ALAJOUANINE.	} Clinique médicale.	BASSET.	} Clinique chirurgicale.
AUBERTIN.		BROCQ.	
BRULÉ.		CADENAT.	
CHABROL.		GATELLIER.	
CHIRAY.		HEITZ-BOYER.	
DONZELOT.		MOURE.	
DUVOIR.		QUENU.	
LIAN.		SCHWARTZ.	
VALLERY-RADOT		VELTER.	
(Pasteur).			
SÉZARY.			

MM.	
ÉCALLE.	} Clinique obstétricale.
LE LORIER.	
LÉVY-SOLAL.	
METZGER.	

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.	
CHAILLEY-BERT, agrégé	Éducation physique.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique.
PHILIBERT, agrégé.....	Microbiologie.
RUPPE	Stomatologie.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MA FEMME

Amie charmante et douce

En gage de ma plus profonde tendresse.

A MA MÈRE

En hommage de ma plus sincère affection.

A MON PÈRE

Faible témoignage de mon affectueuse reconnaissance et de mon admiration.

A MON FILS

MEIS ET AMICIS

A M. LE PROFESSEUR TANON

Professeur d'Hygiène et de Médecine Préventive
Officier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre
Membre de l'Académie de Médecine

*Qui m'a fait le très grand honneur de
vouloir bien accepter de présider cette
thèse.*

Hommage de reconnaissance.

A MES MAÎTRES DANS LES HÔPITAUX DE PARIS

M. LE PROFESSEUR ACHARD
M. LE PROFESSEUR DELBET
M. LE PROFESSEUR FIESSINGER
M. LE PROFESSEUR LE NORMAND
M. LE PROFESSEUR LEREBoulLET
M. LE PROFESSEUR ROBINEAU
M. LE PROFESSEUR LEMIERRE
M. LE PROFESSEUR GOUGEROT
M. LE PROFESSEUR GUILLAIN
M. LE PROFESSEUR CATHALA
M. LE PROFESSEUR HEITZ-BOYER
M. LE PROFESSEUR LEMAITRE
M. LE PROFESSEUR CLAUDE
M. LE PROFESSEUR TERRIEN

A MES MAÎTRES DE L'INSTITUT D'HYGIÈNE
DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

A M. LE COLONEL JUNQUET, Médecin-Chef de l'Hôpital Militaire Bégin.

A M. LE PROFESSEUR FRIBOURG-BLANC, Médecin de l'Hôpital Militaire Bégin.

LES CITÉS OUVRIÈRES DU NORD DE LA FRANCE

Introduction.

La question des logements ouvriers est une question à l'ordre du jour : l'élévation du prix de la vie, l'afflux vers les centres urbains, la recherche du mieux-être, l'élévation du niveau social moyen, mettent cette question au premier plan de l'actualité, et pourtant, ce n'est pas une question nouvelle. Il y a plus d'un siècle, la Compagnie des Mines d'Anzin plaçait déjà en tête de son programme le logement de son personnel. Certes, il ne s'agissait pas alors d'installation comparable à nos modernes et coquettes cités-jardins ; mais l'idée était en germe. Des réalisations variées ont vu le jour, une législation s'est instituée un peu à la fois ; il serait intéressant de faire le point parmi tant de solutions diverses.

M. le Professeur Tanon nous a fait l'honneur de nous convier à cette étude. Dès les premiers instants, nous avons pu en mesurer l'étendue, la difficulté et surtout l'attrait. Nous ne pouvions malheureusement disposer du temps nécessaire à un exposé, même modeste, d'un sujet où voisinent les questions d'urba-

nisme, de législation sociale, d'hygiène et dont l'étude devrait se poursuivre non seulement en France, mais en Europe et peut-être ailleurs.

Notre travail actuel n'est qu'une sorte de préambule, un premier effort que nous avons fait pour nous placer dans le climat de la question. Qu'on ne s'attende donc pas à trouver ici une bibliographie complète, un résumé *ne varietur* de ce vaste sujet des habitations à bon marché. D'avance, nous nous excusons de l'imperfection de notre étude et nous serons reconnaissant à tous ceux dont la critique éclairée soulignera les défauts de notre travail et nous facilitera par conséquent son perfectionnement.

Que M. le Professeur Tanon veuille trouver ici l'expression de notre respectueuse admiration et de notre reconnaissance.

Au cours de la préparation au Diplôme d'Hygiène, nous avons pu apprécier l'inépuisable obligeance de M. Philippe Navarre, Sous-directeur de l'Institut d'Hygiène de Paris. Qu'il nous permette de l'en remercier aujourd'hui.

M. le Docteur Martial, auprès de qui nous avons fait un stage, nous a témoigné le plus bienveillant intérêt. Quand il a connu l'objet de la présente étude, il nous a prodigué les conseils et, grâce à lui, nous avons reçu le meilleur accueil auprès des administrations vers lesquelles nous conduisait notre enquête. Nous le prions d'agréer le témoignage de notre gratitude.

Un essai comme le nôtre suppose de nombreuses

visites dont le succès est subordonné à l'accueil des intéressés. Partout, nous avons trouvé une obligeance et même un empressement qui ont singulièrement facilité notre tâche. Que la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, la Compagnie des Mines d'Anzin, la Compagnie des Mines d'Aniche, la Société des Mines de Dourges, la Société des Mines de Lens, la Société Escaut et Meuse, la Municipalité de Lille, la Société des Charbonnages André Dumont trouvent ici nos biens sincères remerciements.

Nous tenons à remercier spécialement M. le Docteur Ducamp, Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène de Lille, qui nous a orienté avec la plus grande obligeance, ainsi que M. l'Ingénieur Merlin de la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, M. l'Ingénieur Broussier, de la Compagnie des Mines d'Aniche, M. Voutquenne, Architecte en Chef, et M. le Docteur Van Mechelen, des Charbonnages André Dumont, M. le Docteur Spaas, Directeur Provincial d'Hygiène à Hasselt, et les Ingénieurs des sociétés qui, pour nous guider, n'ont ménagé ni leur temps, ni leur peine.

Que M^{lle} Marie Verheijen, qui a été en Hollande notre cicerone, trouve ici l'expression de nos hommages et de notre amicale gratitude.

*
**

Nous avons adopté pour notre exposé le plan suivant :

Après un chapitre d'introduction où nous étudierons la genèse des cités ouvrières, nous examinerons un certain nombre d'exemples choisis dans la région du nord de la France :

Compagnie des Chemins de Fer du Nord ;
Compagnies Houillères d'Aniche, d'Anzin, de
 Dourges, de Lens ;
Société de grosse métallurgie « Escaut et Meuse » ;
Municipalité de Lille.

Nous chercherons quelques points de comparaison dans deux pays voisins et de climat analogue : Belgique et Hollande.

Un chapitre nous permettra un aperçu élémentaire de la législation des habitations à bon marché et des lotissements, législation dont l'étude a été basée en notable partie sur les cités industrielles préexistantes.

Enfin, en guise de conclusion, nous tâcherons de nous faire une opinion sur l'état actuel des conceptions qui se rapportent aux habitations ouvrières.

La genèse des cités ouvrières.

HISTORIQUE.

Comme nous le disions plus haut, les exemples les plus anciens de logements ouvriers furent fournis par l'industrie privée.

Au milieu du xix^e siècle seulement, l'Etat commença de s'occuper de cette question. Cette première intervention, dont l'échec fut complet, n'a qu'un intérêt historique. L'idée fut reprise par les Compagnies de Chemins de Fer pour le logement des garde-barrières et, à la même époque, par les grandes sociétés industrielles qui, mobilisant une armée de travailleurs, s'occupèrent fatalement de les abriter.

Notre étude se limite à la région du nord de la France où nous examinerons la question avec un peu plus de détail.

Quand les Compagnies houillères commencèrent à prendre le développement que nous leur connaissons, vers l'époque du Second-Empire, les habitants étaient groupés en petits villages où l'on s'adonnait à la culture. Les moyens de transport étaient inexistantes et, partant, il ne pouvait être question d'aller chercher au loin de la main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre, ce-

pendant, était indispensable, autant en qualité qu'en quantité. Il y avait une solution et une seule : loger le mineur là où s'enfonce le puits ; loger l'ouvrier où s'élève l'usine.

Les cités d'alors ne correspondaient en rien à celles qu'on établit aujourd'hui ; elles répondaient à une



FIG. 1. — Maison d'un vieux coron.

question d'opportunité, rien de plus. C'étaient de longs corons sans étage, interminablement alignés le long des routes et souvent en contre-bas de celles-ci, ou bien des bâtiments bas, disposés en quadrilatère autour d'une cour dans laquelle se trouvait le puits qui alimentait en eau potable tout le groupement. Il en existe encore quelques exemples, complètement abandonnés d'ailleurs et en voie de démolition, dans

le voisinage des bureaux de la Compagnie d'Anzin.

Mais la conception des cités minières évolua assez rapidement. Le développement des Sociétés apporta des profits considérables dont les dirigeants des Compagnies eurent le bon esprit d'utiliser une partie pour l'amélioration du sort de leurs ouvriers. Ceux-ci, par suite de la distribution générale de l'instruction, par suite des progrès rapides nés dans cette période industrielle de la seconde moitié du xix^e siècle, devinrent plus exigeants. Les Compagnies mirent une sorte d'émulation à développer leurs Services Sociaux autant par orgueil que pour attirer et retenir une main-d'œuvre de plus en plus nécessaire. Somme toute, si l'Etat intervint souvent pour la réglementation du travail, il n'eut jamais à le faire pour obtenir une amélioration dans les conditions de logement des ouvriers et certaines installations privées peuvent facilement servir de modèle aux projets officiels.

Un premier progrès fut de remplacer les puits d'alimentation par des bornes-fontaines alimentées au moyen d'un forage. Vinrent ensuite l'éclairage électrique, les fosses étanches, les fosses septiques et, pour les cités plus récentes, la distribution d'eau courante à domicile et le tout-à-l'égout.

En même temps, les maisons ont changé d'aspect. Graduellement, les longs rez-de-chaussée à toiture de chaume ont fait place à l'actuelle maison d'un étage, coquette et hygiénique.

Dès avant-guerre, l'évolution du logement avait été poussée fort loin et, si ce n'est par l'aspect extérieur,

les maisons étaient identiques à celles que nous voyons. Mais le canon a nivelé bien des espaces et c'est pour cette raison que tant de cités nouvelles ont vu le jour dans le Nord de la France.

Les Compagnies Houillères n'ont pas été seules à construire des cités ; d'autres grandes sociétés industrielles, la Compagnie des Chemins de fer du Nord, des municipalités, ont réalisé des créations tout à fait remarquables. Et les exemples que nous avons choisis ne donnent qu'une idée très faible du résultat de leur effort.

EMPLACEMENT DES CITÉS.

L'emplacement des cités houillères est fixé par la circonstance géologique heureuse qui marque le point de forage : la cité est solidaire du puits. Cela ne va pas sans quelque inconvénient puisqu'il faut alors bâtir sur un sol instable, dont l'affaissement contraint à des constructions particulièrement étudiées et robustes. Il est vrai que, propriétaire de la surface où elle édifie ses cités, la mine évite ainsi les réclamations de propriétaires étrangers que lèseraient les mouvements du terrain.

Pour les Compagnies de Chemins de fer, la construction d'une cité est en relation directe avec l'existence d'un nœud important de voies de communications. Mais, dans une certaine limite, il est possible de rapprocher la gare de triage du point choisi pour placer une cité, et cela facilite la solution.

L'industrie en général s'est trouvée en présence

d'un problème à la fois plus ardu et plus facile. Evidemment, une usine peut s'établir où bon lui semble, mais encore faut-il qu'elle s'alimente en matières premières et s'assure des débouchés faciles. Aussi, les grosses sociétés industrielles ont-elles reculé longtemps devant cette question du logement ouvrier. Il a fallu que la crise du logement les contraignit à s'engager dans une voie où les municipalités les ont accompagnées. Mais usines et municipalités ont bien été forcées de se contenter des espaces libres existants, et cela n'a pas toujours facilité leur tâche.

Il existe cependant quelques données communes à tous les projets : Il faut que la nature géologique du sol évite les fondations coûteuses et n'expose pas à l'humidité. Il est avantageux que la surface soit en pente pour permettre l'écoulement des eaux de pluie et rendre commode l'établissement d'un réseau d'égouts sans station de relevage. Enfin, puisqu'il s'agit d'une entreprise économique, le prix du terrain doit être abordable.

L'emplacement choisi, il reste à le niveler, à fixer le système d'égouts, à calculer l'emplacement de l'émissaire et de la station d'épuration.

Il faut éviter de s'installer dans une zone de brouillards et, s'il s'agit d'une cité industrielle, la direction du vent dominant doit être telle qu'elle n'amène pas sur les habitations les fumées de l'usine.

PLAN DE LA CITÉ.

Avant la guerre, on affectionnait les dispositions géométriques : voies droites découpant des pâtés rectangulaires de maisons. Les urbanistes ont voulu voir dans ce tracé une cause de monotonie. Ils ont donc substitué aux longues rues rectilignes des voies courbes où l'œil est sans cesse accroché par un obstacle. On a réservé la ligne droite aux avenues à grand trafic.

Le plan doit prévoir également l'espace libre nécessaire aux édifices publics, aux squares et aux terrains sportifs.

MAISONS.

Les premières, les Compagnies anglaises ont pensé que l'ouvrier avait non seulement besoin de s'abriter, mais de vivre. Elles ont donc créé des maisons confortables, plaisantes d'aspect. On y adjoignit ensuite un jardin. Puis le logement devint plus important, et le nombre des pièces s'accrut parfois en raison de l'effectif familial. Dès l'abord, en France, le logement individuel obtint la préférence. Le prix du terrain étant en général inférieur au prix des fondations des grands immeubles collectifs, la solution était économique. D'autre part, l'ouvrier français aime la vie familiale ; il veut se sentir chez lui ; la demi-promiscuité de l'escalier commun lui déplait.

On adopta assez uniformément le logement de 4 pièces : au rez-de-chaussée, une salle commune et



FIG. 2. — Une cité géométrique.
Cité Notre-Dame de la Compagnie des Mines d'Aniche
(Photo Mines d'Aniche).



FIG. 3. — Une cité à voies courbes.
Cité du Maréchal Foch de la Société des Mines de Dourges
(Photo Mines de Dourges.)

une chambre pour les fils ; au premier étage, une chambre pour les parents et une autre pour les filles. Pour aider à la facilité économique de la vie familiale, on adjoignit au logis principal des dépendances : poulailler, clapier, volière. Dans certains cas, on creusa des caves.

Les maisons furent en général construites en briques, avec toiture en tuiles. Mais par raison d'économie, pour réduire le nombre et l'importance des gros murs, on groupa en une seule maison plusieurs logements dont le nombre varie de 2 à 10, mais est très généralement fixé à quatre.

D'une façon à peu près uniforme, la surface consacrée à chaque logement est de l'ordre de 3 ares. Mais en dehors de cela, il y a une grande diversité dans la surface réservée à la voirie et aux espaces libres.

ŒUVRES SOCIALES ET ORGANISATION DES LOISIRS.

La cité est construite, elle va se peupler. Les habitants ont de multiples besoins. Il faut les éclairer, les chauffer, les alimenter en eau potable. Il faut aussi instruire les enfants, combattre la maladie : dès lors apparaissent les services sociaux, le médecin, l'école, l'église.

Et ce n'est pas tout, car il est indispensable à l'homme de se délasser et même de se distraire en commun : et c'est alors l'éclosion des sociétés artistiques et sportives si vivantes dans toutes les agglomérations industrielles. C'est peut-être là un des liens

les plus forts qui unissent les collaborateurs d'une même entreprise.

Dans l'organisation de ces œuvres sociales et de ces associations de délassement, les sociétés industrielles ont apporté leur puissance financière, leurs qualités d'ordre et de méthode. Le résultat sera facile à constater au cours de notre travail.

Compagnie des Chemins de fer du Nord.

Les Compagnies de Chemins de fer furent amenées, dès le principe, à s'occuper du logement de leurs employés. Elles s'inquiétèrent en premier lieu du personnel dirigeant des gares et des gardiens de passages à niveau. Mais la mesure fut étendue bientôt aux autres agents et il en résulta la création de cités de cheminots.

La Compagnie des Chemins de fer du Nord possédait ainsi, en 1934, un total de 16.911 logements dont 2.874 placés en pleine voie, 4.050 répartis dans les gares ou agglomérés en petites cités et 9.137 groupés en grandes cités.

Nous avons spécialement étudié deux grandes cités, celle de Tergnier et celle de Lille-Délivrance.

Cité de Tergnier.

Considérations générales.

Tergnier est situé à un carrefour important de voies ferrées. La grande voie joignant la Belgique et la Hollande à Paris y croise une voie transversale venant

de Boulogne et d'Amiens pour se diriger vers l'est. Les trains reliant l'Angleterre à la Suisse, via Calais-Bâle, passent également à Tergnier où, abandonnant la direction de Paris, ils bifurquent vers Laon et Reims.

A un autre égard, Tergnier est au point de jonction de voies navigables qui relient l'Aisne, l'Oise, la Somme et l'Escaut. Ce centre de communications est meublé de villages et de bourgs proches les uns des autres, mais dépourvu d'une agglomération importante où il soit facile de trouver à se loger : Paris, Saint-Quentin, Amiens, Laon sont à des distances sensibles ; et il est tout naturel que la Compagnie des Chemins de Fer du Nord ait édifié à proximité de la station une cité qui se trouve être la plus importante du réseau. Elle compte en effet 938 logements en maçonnerie et abrite plus de 4.000 personnes.

La cité est de conception récente. Elle a été construite entièrement après la grande guerre, principalement en 1919 et 1920 et jusqu'en 1931. Elle a été établie suivant un tracé très moderne et, pour créer plus de diversité dans l'aspect des maisons, on a eu l'heureuse idée d'appeler dix architectes à collaborer à leur construction.

Le sol de la cité est un terrain argileux en faible pente.

La surface totale est de 150 hectares environ. La voirie est très bonne, mais la largeur des rues est souvent insuffisante ; les avenues sont plantées d'acacias et pourvues d'un éclairage électrique. Un réseau

complet d'égouts parcourt l'agglomération et, utilisant la pente du terrain, déverse les eaux usées à une station d'épuration.

Pour construire les immeubles, on a utilisé soit le moellon, soit la brique. Mais toutes les maisons possèdent un revêtement, et une charpente apparente peinte de couleurs vives leur donne l'aspect de cottages tels que ceux des plages.

Outre les maisons en maçonnerie, la cité comprend encore 174 logements construits en bois, destinés à être remplacés ultérieurement par des constructions en dur.

La plupart des logements sont composés de quatre pièces et l'on a groupé deux, trois ou quatre logements en une maison comprenant une cave de deux mètres sous voûte avec un rez-de-chaussée surmonté d'un étage de 2 m. 80 sous plafond.

Au rez-de-chaussée se trouvent une pièce commune servant de cuisine et une chambre. Il y a deux autres chambres à l'étage.

La majeure partie des logements est pourvue du tout-à-l'égout ; tous ont l'éclairage électrique et une distribution d'eau sous pression. Certaines maisons ont leurs façades est et nord équipées avec le système d'aération Knappen. Le chauffage est individuel et se fait au charbon ; les édifices publics sont pourvus d'un chauffage central.

Attenant à la maison se trouve un jardinet ; la surface totale réservée à chaque logement est de l'ordre de quatre à cinq ares. De plus, pour les fa-

milles nombreuses, la cité met à la disposition des pères de famille des jardins supplémentaires où l'on peut cultiver les gros légumes et en particulier la pomme de terre.

Le prix de revient de chaque logement est d'environ 21.000 francs et le loyer mensuel s'élève à 84 fr.

La cité possède une école maternelle de quatre classes, deux écoles de quatre classes chacune, une école ménagère, un établissement de bains-douches, un bâtiment pour le service médical, une pharmacie, un bureau de poste, un cinéma utilisé également comme salle de réunion, une coopérative de consommation, un centre d'hygiène infantile, un centre d'élevage et des dispensaires.

Si l'on tient compte du coût des édifices publics, les frais d'établissement de la cité de Tergnier ressortissent à 47.722.000 francs, ce qui amène le prix moyen de chaque logement à 37.250 francs.

Ecoles.

Les écoles sont installées dans des salles spacieuses, sans luxe inutile. Leur conception est parfaite. Sur les murs, des affiches rappellent aux enfants les grands principes d'hygiène. Les écoles sont pourvues de lavabos à eau courante, avec casiers pour les timbales et les brosses à dents. Les écoliers sont soumis à des visites médicales périodiques ; une fiche tenue à jour permet de suivre l'évolution physique de chaque enfant.

Les instituteurs et institutrices sont fournis par le Ministère de l'Education Nationale.

En fin d'année, des prix offerts par la Compagnie des Chemins de Fer du Nord sont décernés aux élèves méritants. De plus, pour encourager encore les études, le Comité de Gestion des Cités organise des concours de français et de dessin entre les meilleurs élèves des différentes cités.

En outre, des cours de jardinage sont donnés aux adultes et aussi aux enfants qui passent ainsi de façon utile et agréable les après-midi du jeudi.

Il existe d'ailleurs pour les adultes des cours post-scolaires qui ont lieu le soir et, pour les jeunes gens, des cours techniques et des exercices de travaux manuels.

Ecole ménagère.

Pour les fillettes et les jeunes filles ont été institués des cours ménagers où l'enseignement de base est l'art d'établir un menu agréable et économique. Mais on y enseigne de plus les soins domestiques, la propreté, la coupe des vêtements, la couture et le repassage. Les élèves qui suivent régulièrement les cours ménagers reçoivent des récompenses.

D'autre part, on donne à l'école ménagère des leçons de broderie qui permettent à la femme du cheminot de travailler à domicile à un ouvrage rémunérateur.

Bains-douches.

L'établissement de bains-douches est bien agencé et, de jour en jour, sa clientèle s'accroît. Le nombre des bénéficiaires est passé en effet de 5.819 en 1922 à 6.331 en 1928 (soit par habitant 1,73 bain) et à 8.908 en 1934 (soit par habitant 3,47 bains). Ces chiffres encore faibles montrent non seulement que le total augmente, mais que la pratique du bain tend à s'étendre. Le prix du bain est de 1 fr. 75 et celui de la douche seule de 1 franc.

Service médical.

Le bâtiment médical réunit les salles nécessaires pour les consultations et un local pour les soins de pansement et la petite chirurgie. Il comprend en outre une pharmacie où les cheminots et leurs familles peuvent faire exécuter les ordonnances médicales.

Pour les soins médicaux, la cité possède un médecin qui lui est affecté en propre. D'autre part, les services départementaux de l'Aisne s'occupent des dispensaires.

Centre d'hygiène.

Le centre d'hygiène est réservé aux soins de la première enfance : Des infirmières s'y tiennent en permanence et un dispensaire permet d'y donner des

soins à toute heure. Il y existe des consultations prénatales et des consultations de nourrissons.

On y distribue les soins dentaires.

De plus, un service d'hygiène journalière y fonctionne et assure des bains-douches.

C'est encore au centre d'hygiène qu'incombent les



FIG. 4. — Cité de Tergnier, Centre d'Hygiène Infantile
(Photo Chemins de fer du Nord.)

distributions de lait et d'aliments de régime, le placement des nouveau-nés, la surveillance des nourrices et des nourrissons et aussi les piqûres et les soins divers.

Hors du centre, l'action est complétée par les visites sociales qui vont à domicile donner des conseils aux familles et prodiguer des soins aux enfants souffrants.

Une infirmerie est annexée au centre pour les nourrissons.

C'est également au centre d'hygiène que la Société de Secours aux Blessés Militaires a organisé des consultations pour les adultes. Ses infirmières vont à domicile, prêtant du matériel sanitaire et donnant des soins.

En annexe au Centre d'Hygiène, le département de l'Aisne administre un dispensaire antituberculeux et un dispensaire antivénérien.

Enfin pour compléter son action, le Centre d'Hygiène a organisé des conférences théoriques et pratiques où l'on enseigne les notions d'hygiène et les soins à donner aux malades et blessés.

Sports et Loisirs.

La Compagnie des Chemins de Fer du Nord a développé à Tergnier un centre de culture physique remarquablement installé pour la pratique de tous les sports. Il existe une piscine dont l'eau est constamment renouvelée.

Pour la distraction et le repos, les habitants de la cité ont à leur disposition un parc qui, avec le temps, deviendra superbe. Une bibliothèque met des livres à leur disposition. Enfin, trois fois par semaine, des séances de cinéma ont lieu dans la salle de réunion et, dans cette même salle, les nombreuses sociétés musicales encouragées par la Compagnie viennent donner des concerts.

Coopérative.

La coopérative est installée dans de vastes bâtiments. Elle comporte des rayons divers et, en particulier, une boulangerie mécanique très moderne et une boucherie fort bien aménagée.

Conclusion.

S'il faut nous résumer d'un mot, la cité de Tergnier est très heureuse comme conception et comme réalisation. Elle constitue un séjour où l'utile et l'agréable ont été poursuivis avec un égal souci et fait honneur à ses promoteurs aussi bien au point de vue matériel qu'au point de vue social.

Lille-Délivrance.

Considérations générales.

La nécessité de grouper le personnel employé et le désir de lui donner des conditions de vie facile dans une région très peuplée sont à l'origine de la création de la cité de Lille-Délivrance.

Cette cité, étendue sur 50 hectares, comprend 826 logements qui ont tous été bâtis en 1921. Elle est établie sur un terrain humide, ce qui empêche de construire sur cave. De plus, il a fallu tenir compte des voies de communication déjà existantes. Cependant, en utilisant au mieux la dénivellation du terrain qui est de 7 mètres environ, il a été possible de munir la cité

d'un réseau d'égouts. De plus, un verger préexistant, d'une superficie de 23 ares, a été conservé et fait une tache de verdure dans cette agglomération assez ramassée.

La répartition des logements est la suivante : 642 logements de quatre pièces, 40 de six pièces, 66 de cinq pièces.

Les maisons sont construites en agglomérés et les façades sont recouvertes d'un enduit. Leur prix de revient est de même ordre qu'à Tergnier et le loyer mensuel du logement de quatre pièces est de 108 fr. Le prix total d'établissement de la cité s'est élevé à plus de 33.000.000 de francs.

Tous les logements sont munis de l'éclairage électrique et d'une distribution d'eau sous pression ; les eaux ménagères sont évacuées par le tout-à-l'égout.

Chaque logement possède un jardinet et des dépendances : clapier, volière. Mais les habitants ont la fâcheuse idée d'y adjoindre souvent des constructions en planches couvertes de carton bitumé. Un certain nombre, bouchant les ouvertures des porches des maisons, les utilisent comme cuisine, la cuisine prévue dans le logement devenant alors une chambre assez mal aérée. De telle sorte que cette cité parfaitement établie, pourvue de maisons très coquettes, semble vouée à l'enlaidissement par suite de la mauvaise volonté ou de l'incompréhension de ses habitants. La population est de 3.500 personnes environ.

La cité possède une école maternelle, une école de garçons, une école ménagère, un établissement de

bains-douches, un bâtiment pour le service médical, une consultation de nourrissons, une coopérative, une maison commune, un centre sportif.

Il n'y a pas d'école de filles, celles-ci fréquentant l'école communale voisine.

Ecoles.

L'école maternelle et l'école de garçons sont très suffisantes ; malheureusement, les lavabos de cette dernière sont placés extérieurement.

L'organisation scolaire est la même qu'à Tergnier : conseils aux enfants et rappel par l'affiche des notions d'hygiène, visites médicales périodiques.

Les instituteurs sont des instituteurs de l'Etat. Des prix sont décernés en fin d'année scolaire à raison d'un prix par quatre écoliers. Les meilleurs élèves concourent avec leurs camarades des autres cités de la Compagnie.

La cité possède un jardin d'enfants auquel les mères confient les petits de trois à six ans. On les occupe à des travaux de leur âge : tissage de bandes de papiers multicolores, confection de fleurs en papier, étude de l'alphabet.

A l'école ménagère, on enseigne aux jeunes filles la couture, la coupe, le repassage, l'établissement pratique d'un menu. Mais l'école ne comprend pas de buanderie.

Pour les adultes, il existe des cours du soir. On a en outre organisé pour les jeunes gens des cours de

travaux manuels : menuiserie et ajustage, des cours de comptabilité et des cours de solfège.

Hygiène et service médical.

L'établissement de bains-douches est insuffisant. On y donne un bain pour 1 fr. 50 et une douche pour 1 franc.

Le bâtiment médical comprend une salle d'attente, une salle de consultation, une salle de pansement. Ces locaux sont prêtés par la Compagnie à un médecin agréé qui vient périodiquement donner ses soins aux habitants de la cité. Celle-ci, en effet, ne possède pas de médecin spécial, en raison de la proximité de la ville de Lille où sont évacués les malades graves ou contagieux et les blessés.

Il existe également une consultation de nourrissons que les mères fréquentent à volonté, où elles peuvent se procurer du lait stérilisé et recevoir les conseils utiles à leurs bébés.

Coopérative.

La coopérative est beaucoup moins bien installée que celle de Tergnier. Elle est logée dans des bâtiments en bois et se ressent de la proximité d'agglomérations où les ménagères peuvent facilement s'approvisionner.

Maison commune. Sports et loisirs.

Deux choses à Lille-Délivrance méritent une mention toute spéciale : la maison commune et les installations sportives.

La maison commune comporte une salle de spectacle bien aménagée, dont l'acoustique a été fortement étudiée. Elle compte 550 places et son exploitation a été concédée à une entreprise soumise à l'observation d'un cahier des charges fixant le prix des places, les conditions de passage des films, l'ordre de succession des conférences, des représentations et des concerts.

Mais la Compagnie a fort bien compris qu'il fallait tenir compte des habitudes régionales et, dans la maison commune, elle a installé une buvette où les cheminots peuvent se rencontrer et jouer aux cartes. Au lieu de fréquenter les débits de boisson environnants, les habitants sont ainsi amenés à se réunir dans un établissement bien contrôlé et surveillé de très près.

Les installations sportives de Lille-Délivrance visent la pratique de presque tous les sports, mais d'une façon toute spéciale la culture physique et la natation. Il existe deux piscines : l'une pour les enfants, l'autre pour les adultes, et celle-ci est très vaste. Tout y est étudié : après le séjour en cabine, le baigneur passe à la douche et ne peut gagner ensuite la piscine qu'en marchant dans un courant d'eau. Ce serait parfait si le renouvellement de l'eau était plus fréquent. Il est

fait une ou deux fois la semaine pour la petite piscine, et seulement toutes les trois semaines pour la grande. Il faut noter que la Compagnie des Chemins de Fer du Nord accueille dans son établissement de natation tous les amateurs de ce sport, et l'empressement avec lequel le fréquentent les baigneurs de toutes les catégories sociales témoigne de l'excellence de son installation.

Le corollaire de l'existence de la maison commune et du centre sportif est l'éclosion à Lille-Délivrance de nombreuses sociétés qui ont pris un essor remarquable : sociétés de gymnastique, joueurs de pelote, lanceurs de javelot, nageurs, sociétés musicales et aussi, car ce sont des spécialités régionales, sociétés colombophiles et sociétés d'élevage de chiens policiers.

Conclusion.

La cité de Lille-Délivrance établie sur un terrain d'étendue limitée, répond dans la mesure du possible aux idées de groupement et d'amélioration de bien-être des cheminots et, si nous avons été contraints de faire quelques réserves, celles-ci se réfèrent à l'usager bien plus qu'au créateur de la cité.

CONSIDÉRATIONS D'ENSEMBLE.

Il nous semble intéressant de compléter cette rapide étude de deux cités édifiées par la Compagnie des Chemins de Fer du Nord dans des conditions très

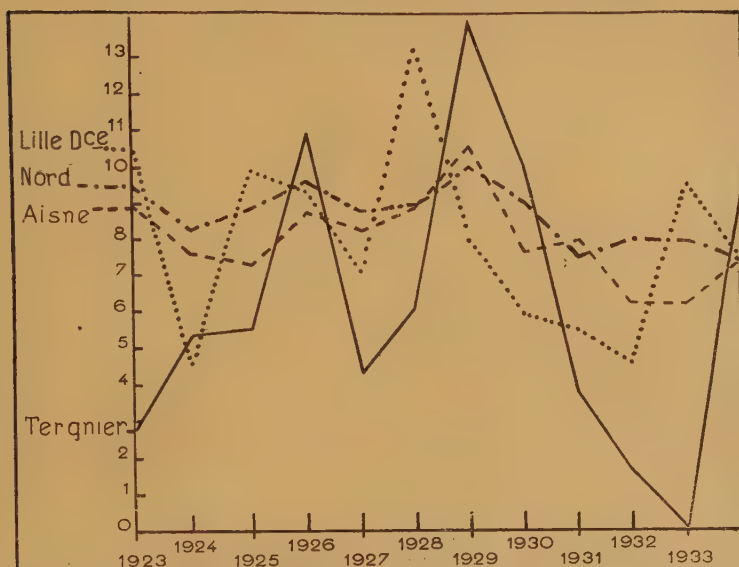
différentes par quelques remarques démographiques relatives à ces cités.

Tandis que la mortalité générale en France est de 1,65 %, elle se réduit pour les cités envisagées à 0,4 %. De toute évidence, ce dernier chiffre paraîtrait à juste titre tendancieux. En effet, les cités sont peuplées à peu près exclusivement d'adultes jeunes. Dès lors, la mortalité est particulièrement faible. Mais il n'en reste pas moins que les conditions d'hygiène et de bien-être des cités ont une influence bienfaisante et que la différence de mortalité constatée révèle, dans une mesure non négligeable, un résultat positif des efforts tentés pour améliorer le standard de vie des travailleurs.

Dans un ordre d'idée analogue, il est curieux de connaître l'importance de la natalité et celle de la mortalité infantile (âge de 0 à 1 an). Les deux tableaux et les graphiques ci-joints sont remplis d'enseignements.

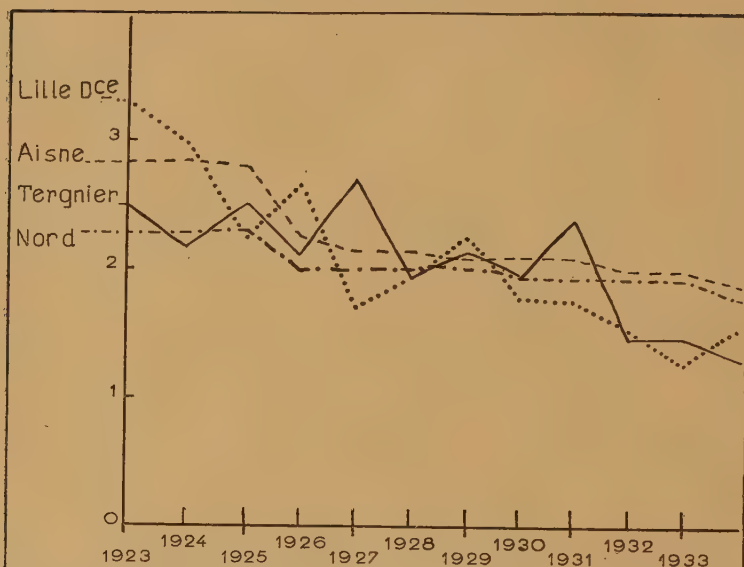
La mortalité infantile moyenne est inférieure dans les cités non seulement à celle de la France entière, mais encore à la mortalité du département même où se trouve la cité. En ce cas évidemment, les différences de température ou de climat ne peuvent être invoquées et il faut constater l'heureuse influence des consultations prénatales, des dispensaires, des « goutte de lait » et de l'hygiène générale. Il s'agit ici de populations agglomérées où la maladie trouverait une emprise facile : le résultat constaté montre la qualité de la défense. Et notons que l'abaissement de la moyenne nécrologique ne ressort pas de quelques chiffres

TAUX COMPARÉS DE LA MORTALITÉ INFANTILE



Années —	Cité de Tergnier	Dép. de l' Aisne	Cité de Lille Dcé	Dép. du Nord	France —
1923	2,83	8,98	10,41	9,33	9,61
1924	5,31	7,66	4,39	8,26	8,54
1925	5,50	7,30	9,85	8,84	8,89
1926	10,86	8,75	9,30	9,63	9,74
1927	4,34	8,20	7,14	8,71	8,33
1928	6,17	8,84	13,23	8,91	9,13
1929	14,00	10,58	7,86	10,36	9,52
1930	10,11	7,61	5,88	9,00	7,84
1931	3,77	8,01	5,48	7,55	7,59
1932	1,56	6,24	4,68	8,09	7,64
1933	0,00	6,24	9,52	8,09	7,64
1934	9,30	7,39	7,40	7,40	6,90
moyenne	6,14	7,98	7,09	8,68	8,47

TAUX COMPARÉS DE LA NATALITÉ



Années —	Cité de Tergnier	Dép. de l' Aisne	Cité de Lille D ^{ce}	Dép. du Nord	France —
1923	2,50	2,83	3,28	2,28	1,94
1924	2,17	2,85	2,98	2,30	1,92
1925	2,52	2,81	2,23	2,31	1,96
1926	2,10	2,21	2,66	2,08	1,88
1927	2,71	2,15	1,71	2,03	1,82
1928	1,92	2,15	1,93	2,03	1,82
1929	2,15	2,11	2,25	2,00	1,77
1930	1,97	2,15	1,77	2,01	1,81
1931	2,39	2,12	1,76	2,02	1,74
1932	1,47	2,02	1,50	1,93	1,73
1933	1,44	2,02	1,27	1,93	1,73
1934	1,31	1,87	1,56	1,77	1,61
moyenne	2,05	2,27	2,07	2,06	1,81

annuels heureux, mais dispersés : d'une façon à peu près régulière, à Tergnier surtout, la mortalité est plus faible que dans le reste du département. Il ne faut pourtant pas considérer les résultats acquis comme une limite, mais comme une étape vers une mortalité de 2 à 3 % constatée dans d'autres pays à hygiène mieux établie.

Le tableau qui se rapporte à la natalité n'est pas moins intéressant, mais dans un sens malheureusement différent. A Tergnier, la natalité est sensiblement plus faible que dans le département de l'Aisne (2,07 % contre 2,27 %), et elle tend à diminuer chaque année. A Lille-Délivrance, après une période d'euphorie coïncidant avec l'installation de la cité, la natalité fléchit. Elle devient inférieure à celle du département du Nord et si la moyenne de douze années n'accuse aucune différence (2,07 contre 2,06), c'est précisément parce que la moyenne des premières années voile la réalité des faits. Dans l'une et l'autre cité, la natalité moyenne est inférieure à la natalité française.

Il faut en convenir, malgré les logements agréables, malgré toutes les facilités et les encouragements donnés par la Compagnie aux familles nombreuses, le cheminot des cités tend à considérer l'enfant comme un luxe, sinon comme une gêne. Il y a là un aspect social du problème qui n'est plus de notre compétence.

Nous aurions manqué à notre tâche si, après avoir examiné les deux cités de Tergnier et de Lille-Délivrance, nous ne mentionnions sommairement le ser-

vice social ambulant mis par la Compagnie des Chemins de Fer du Nord à la disposition de son personnel. Ce service très actif, dont le centre est à Paris, s'occupe des cheminots qui lui sont signalés pour leur venir en aide, soit moralement, soit par des dons en nature, soit par le placement d'enfants dans les préventoria et les sanatoria, soit même en envoyant ces enfants à Saint-Pol-sur-Mer, dans une vieille ferme du xvii^e siècle aménagée pour eux.

Pour stimuler la bonne tenue des cités, la Compagnie des Chemins de Fer du Nord a créé entre elles des concours de jardins, et tient les concurrents au courant des efforts et des réussites de leurs émules.

Le couronnement de l'œuvre tentée par la Compagnie est l'attachement des cheminots aux cités : Le nombre de demandes de retraites ou de démissions qui atteint 1,50 % chez les agents non logés, tombe à 0,4 % chez les agents logés en cités. Ce suffrage n'est-il pas le meilleur éloge ?

Compagnie des Mines d'Aniche.

La Compagnie des Mines d'Aniche exploite une concession située dans la région de Douai. Le sol de la concession, crayeux au sud, est dans la partie nord argileux et sableux.

Le personnel de la Compagnie s'élève à plus de 16.000 unités ; une très grande proportion a dû être logée par l'employeur qui, depuis longtemps, a mis sur pied une organisation de cités ouvrières.

Ces cités sont construites aux abords des puits, et suivant une loi commune à toutes les cités ouvrières, les cités anciennes sont établies sur un plan rectiligne tandis que les cités modernes possèdent des voies courbes. Tous les logements sont construits en brique et leur prix de revient moyen est de l'ordre de 35.000 francs. Généralement ces logements sont groupés par quatre, formant un bloc au milieu d'un espace clôturé divisé en quatre jardins également clôturés. La surface moyenne d'un jardin est de 1,60 are. Il existe d'autres modes de groupements ; certains contiennent jusqu'à huit maisons.

Chaque logement comprend une salle commune,

une cuisine, deux ou trois chambres, parfois une pièce de débarras. Il existe des communs : remise, poulailler, clapier et W.-C. Ceux-ci sont éloignés de la maison et s'ouvrent extérieurement. Ils sont munis de fosses à vidange. En général, les maisons possèdent un étage, et c'est là que se trouvent les chambres. La



FIG. 5. — Cité de la Solitude à Frais Marais
(Photo Mines d'Aniche.)

hauteur sous plafond est de : 2 m. 80 au rez-de-chaussée et de 2 m. 60 à l'étage.

Il n'existe pas de salle de bain. Les ouvriers seuls ont droit aux douches à l'issue de leur travail.

L'eau potable n'existe pas dans les maisons, mais elle est distribuée par bornes-fontaines. Les locaux sont éclairés électriquement par la Compagnie et

celle-ci fournit le chauffage gratuit par bons de charbon. Il en est distribué ainsi 60.000 tonnes par an.

La voirie est en général excellente : les voies principales sont pavées de grès ; les voies secondaires sont empierrées en schiste.

La population totale des cités est de près de 31.000 habitants, comprenant 9.000 travailleurs et 22.000 membres de leurs familles. La proportion des ouvriers habitant les cités est de 82 % des ouvriers du fond et 62 % de l'ensemble du personnel jour et fond. Il y a donc en moyenne par logement 4,37 habitants dont 1,28 travailleur.

En janvier 1936, 5.857 étrangers travaillaient pour la Compagnie, dont 5.058 Polonais, 412 Italiens, 94 Belges, 84 Tchèques et 25 Marocains. Il est curieux de noter que par logement on compte soit 4 Français dont 1,09 travailleur, soit 4,72 Polonais dont 1,49 travailleur soit encore 5 Italiens dont 1,32 travailleur.

Ecoles et Enseignement Technique.

Il existe des écoles primaires de construction récente capables de recevoir 5.000 enfants. L'effectif actuel est de 4.592 enfants dont 3.694 dans les classes primaires (6 à 14 ans) et 898 dans les classes maternelles (4 et 5 ans).

Le personnel enseignant est formé d'instituteurs français libres auxquels sont adjoints des professeurs polonais s'il y a plus de 65 enfants de cette nationalité. Pour les jeunes gens ont été créés des cours profes-

sionnels d'enseignement technique divisés en 3 degrés. Dans 13 sièges d'extraction fonctionne un cours élémentaire ; dans 9 centres existent des cours moyens ; enfin, un enseignement supérieur est donné dans 8 centres. L'enseignement va du français et de l'arithmétique pour les cours élémentaires aux éléments de mécanique appliquée, de physique et de chimie pour les cours supérieurs. L'instruction technique distribuée par le personnel de la Compagnie cherche à utiliser ce que l'apprenti, le galibot, voit au fond de la mine. On développe son esprit d'observation, on lui explique l'emploi pratique de ce qui est utilisé dans la mine, on lui apprend les dangers qu'il peut courir et la façon de s'en préserver et on l'intéresse de la sorte aux règlements qui organisent son travail. Au cours supérieur, on enseigne l'abattage, le boisage, le soutènement, le remblayage, l'aération, avec des considérations sur les poussières et le grisou. On insiste sur les règlements de sécurité. Les études théoriques sont complétées par des exercices pratiques. La durée totale de l'enseignement est de 5 années, dont une de cours élémentaire, deux de cours moyen et deux de cours supérieur. La plupart des élèves sont arrêtés dès les cours primaires, la sélection jouant à chaque étage : c'est ainsi qu'en 1936, il y avait 425 inscrits au cours élémentaire, 250 au cours moyen et 119 au cours supérieur. Des notes fixent le classement et des récompenses sont distribuées sous forme de livrets de Caisse d'Epargne.

Enseignement ménager.

Pour les jeunes filles, la Compagnie a créé, en 1928, un enseignement ménager confié à des Educatrices Familiales diplômées de l'Institut Social et Familial de Paris. Les éducatrices prennent des séries de 20 à 25 femmes auxquelles elles enseignent pendant 3 mois le rôle de la mère dans la famille : médecine pratique, puériculture, éducation familiale, et le rôle de la femme au foyer : tenue de l'intérieur. Aucun point important n'est laissé dans l'ombre et, successivement, les leçons théoriques et pratiques portent sur la coupe, la confection des layettes, des vêtements d'enfants et d'adultes et des chapeaux. Puis viennent le raccommodage, le stoppage, la broderie, la dentelle. Les auditrices apprennent l'achat des provisions, la préparation des repas avec calcul du prix de revient, l'entretien de l'habitation. Le tout est complété par l'enseignement de petits métiers comme la vannerie et le cannage des chaises.

Hygiène sociale.

Des consultations de nourrissons fonctionnent dans 6 centres différents et des primes sont allouées aux mères qui amènent leurs enfants. En outre, des visiteuses à domicile, qui toutes possèdent le diplôme d'Infirmière Hospitalière et dont certaines ont en plus le Diplôme de Visiteuse d'Hygiène Sociale, se rendent chez les malades ou travaillent dans les dispensaires :

les 22 infirmières desservant 9 dispensaires ont eu ainsi, en 1935, à intervenir 150.000 fois dont 96.000 au dispensaire, et 54.000 à domicile.

Il n'y a pas de médecin attaché à la Compagnie et, sauf pour les consultations de nourrissons, celle-ci n'a aucune relation avec les services départementaux.

Sports et Loisirs.

Dans chaque école, des professeurs diplômés enseignent l'éducation physique et, à cette intention, il existe partout une installation de basket-ball avec concours inter-scolaires.

Pour les adultes, la Compagnie a établi trois stades et aménagé des terrains de sport. Elle encourage et subventionne de nombreuses sociétés tant étrangères que françaises qui se sont constituées et dont la simple énumération occuperait plusieurs pages de notre travail.

La région houillère constitue un centre artistique fort important et la Compagnie des Mines d'Aniche soutient des groupements nombreux et brillants : harmonies, fanfares, chorales, orchestres symphoniques. Nous ne pouvons les citer tous, mais nous ne résistons pas au plaisir d'inscrire les noms de l'Harmonie des Mineurs d'Auberchicourt avec ses 155 exécutants et de l'Orphéon des Mines d'Aniche avec 100 exécutants, ces deux sociétés, âgées de plus de trente ans, figurant en division d'excellence. La Compagnie possède en propre dix associations musicales

de premier ordre groupant un millier d'exécutants : C'est assez dire combien il lui est facile d'organiser des fêtes et des concerts.

Il existe déjà un certain nombre de bibliothèques, et l'on en crée d'autres.

En outre, la Compagnie met à la disposition de ses ouvriers une superficie de jardins de plus de 200 hectares divisés en parcelles de 4 ares chacune, louées à raison de 4 francs par are et par an. L'ouvrier trouve à la fois le plaisir de l'horticulture et un bénéfice très important consistant en légumes frais et produits divers. Avec les 115 hectares constituant les jardins des habitations ouvrières, le nombre total des jardins s'élève à près de 12.000.

Assistance sociale.

La Compagnie des Mines d'Aniche subventionne une assurance retraite assurée par la Caisse Autonome des Ouvriers Mineurs.

L'assurance-maladie est couverte par la Caisse de Secours. Pour ces deux caisses, le total de la subvention est de l'ordre de dix millions par an.

Elle distribue en outre des allocations familiales dont le budget annuel s'élève à six millions.

Conclusions.

L'œuvre sociale de la Compagnie d'Aniche est de première importance. L'effort sportif et artistique est considérable.

Une seule suggestion pourrait peut-être s'exprimer, celle de l'édification de bains-douches ouverts aux familles des ouvriers. Mais le plus difficile ne serait-il pas d'en créer le désir chez les futurs bénéficiaires ?

Compagnie des Mines d'Anzin.

La concession d'Anzin est située au voisinage immédiat de Valenciennes. Les cités se sont développées près des puits, parfois à quelque distance par défaut de terrain disponible. On n'a pas tenu compte pour leur installation de l'orientation, de la pente du terrain ni de la direction des vents dominants.

Le nombre total des maisons de la Compagnie est de 9.000. Elles sont construites en briques et comptent chacune quatre pièces. Les logements d'avant-guerre sont un simple rez-de-chaussée ; les logements récents comportent un rez-de-chaussée et un étage, tous deux d'une hauteur de 3 mètres. Chaque logement possède un jardin, des dépendances en maçonnerie : W.-C., poulailler, clapier, remise à outils de jardinage et une cave dont la hauteur est de 1 m. 90 sous voûte.

Dans quelques installations récentes, on a placé des salles de bain. Elles sont complètement inutilisées ou employées à des usages variés, mais où l'hygiène n'a rien à voir.

Le loyer mensuel varie de 14 à 25 francs.

Les anciennes cités sont alimentées en eau par des puits communs ; la généralité est munie de bornes-

fontaines ; quelques cités nouvelles ont la distribution d'eau sous pression à domicile.

Toutes les agglomérations sont éclairées électriquement. Le chauffage est assuré par la distribution gratuite de 54 quintaux de charbon par an et par ouvrier.

Celui-ci touche le combustible au carreau de la mine et en assure le transport.

La voirie est très médiocre.

Dans les cités récentes existe un réseau d'égouts qui recueille les eaux résiduaires et les eaux de pluie. Le collecteur principal aboutit à un bassin de décantation où les boues se déposent. L'eau très grossièrement épurée est alors pompée et rejetée au ruisseau voisin. Ce système ne contente d'ailleurs pas tous les habitants et nous en avons surpris un certain nombre qui préfèrent boucher le tuyau d'égout afin de recueillir le purin pour l'arrosage du jardin.

Ecoles.

Pour les enfants, la Compagnie a créé des écoles dont le personnel enseignant est fourni par l'Etat. Il existe en outre des écoles polonaises aux points où les Polonais sont particulièrement nombreux.

Dans certaines cités modernes, celle de Pinson, par exemple, on a installé des écoles ménagères parfaitement organisées. Des religieuses y enseignent aux jeunes filles la cuisine, la lessive, le repassage, la couture et la coupe et même la confection. Les élèves

reçoivent un matériel de travail analogue à celui qu'elles utiliseront plus tard dans leur foyer.

Service social et Service sanitaire.

Il n'existe pas de service social particulier. Pour le service sanitaire, des médecins établis dans la région et agréés par la Compagnie viennent à jour fixe donner des consultations aux adultes et des consultations de nourrissons dans les dispensaires. Les locaux de consultation sont vastes, propres. Les dossiers médicaux sont tenus par des religieuses qui donnent les petits soins de pansement et de traitement et délivrent les médicaments d'urgence. Les ordonnances sont exécutées à la pharmacie centrale de la Compagnie. Il existe une clinique chirurgicale pour les ouvriers. Le tout fonctionne par l'intermédiaire de la Société de Secours des Mineurs.

Les malades à hospitaliser et les contagieux sont évacués sur l'hôpital de Valenciennes.

Il n'existe pas de bains-douches, mais, pour le mineur seulement, un service de douches fonctionnant à la sortie des puits. Chaque cité est sous le contrôle d'un surveillant qui rend compte aux bureaux centraux de la vie du groupement, surveille l'état des maisons et fait la police. Il n'existe aucune émulation de propreté, aucun concours de jardins organisé par la Compagnie.

Coopérative.

Les ouvriers possèdent en propre et gèrent totalement une coopérative de consommation qui leur fournit tout ce qu'ils peuvent désirer pour leurs besoins domestiques.

Sports et loisirs.

La Compagnie fournit des terrains nus, en friche, pour les ébats des adolescents. Mais jusqu'à ce jour, elle ne s'est intéressée à aucune société sportive ou artistique. Il existe cependant des sociétés de foot-ball et des sociétés musicales qui groupent beaucoup d'adhérents.

Société des Mines de Dourges.

La Société des Mines de Dourges, dont le siège est à Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), exploite une concession de 3.787 hectares. Son personnel compte 8.585 unités représentant avec leurs familles un total de 54.300 personnes. Une partie de cette population (12.200) vit à Hénin-Liétard, une autre partie (23.500) habite différents villages de la concession, le reste (18.600) est logé dans les cités-jardins créées par la Compagnie.

Ces cités sont édifiées aux abords des puits miniers, au-dessus du gisement. Elles sont séparées des bâtiments d'exploitation par de larges zones de verdure. Nous prendrons comme type la cité du Maréchal Foch, située près du siège central et englobée par la ville d'Hénin-Liétard dont elle forme une sorte de faubourg.

Considérations générales.

La cité du Maréchal Foch comprend : 385 logements. Elle est placée entre la route d'Hénin-Liétard à Dourges et la ligne de chemin de fer allant vers Ostricourt. Principalement construite en 1922, la cité est établie selon un plan très moderne avec voies

courbes et voies en impasse terminées par des places. Le terrain a été utilisé au mieux, chaque logement possédant son jardin, tout en laissant pour la voirie et les places publiques une surface importante.

Les maisons sont en retrait des rues, la distance minima des vues directes étant de 20 mètres. Les façades sont le plus souvent orientées vers l'est ou vers l'ouest, de façon à réaliser un ensoleillement maximum. Chaque maison comprend 2, 3 ou 4 logements ; mais le groupe de 2 logements semble avoir été préféré : il y a en effet 88 maisons de 2 logements, 40 de 3 logements, et seulement 10 de 4 logements. La cité comprend en outre une maison pour le garde.

Tous les logements sont de 4 pièces, construits de sorte qu'une surface de 3 ares leur corresponde. Chaque logement comprend un bâtiment principal et des annexes.

Le bâtiment principal est élevé en partie sur une cave mesurant 2 m. 70 sur 2 m. 50 pour une hauteur de 1 m. 80 sous plafond. Il existe un soupirail d'aération. Le rez-de-chaussée se compose d'un vestibule avec escalier montant à l'étage. Sur ce vestibule s'ouvre une salle commune de 3 m. 95 sur 3 m. 40 avec baie de 1 m. 30 sur 1 m. 90 et une chambre de 2 m. 90 sur 3 m. 40 avec baie de 1 m. 30 sur 1 m. 91. C'est dans la salle commune que se prépare la nourriture et que vivent surtout le mineur et sa famille. La hauteur sous plafond étant de 2 m. 86, le cube d'air disponible est de 38 mètres cubes pour la salle commune et de 28 mètres cubes pour la chambre ; et

les éclairagements respectifs sont de 2 mq. 48 pour une surface de 13 mq. 5 dans la salle commune et pour une surface de 9 mq. 8 dans la chambre. Les deux pièces possèdent une cheminée.

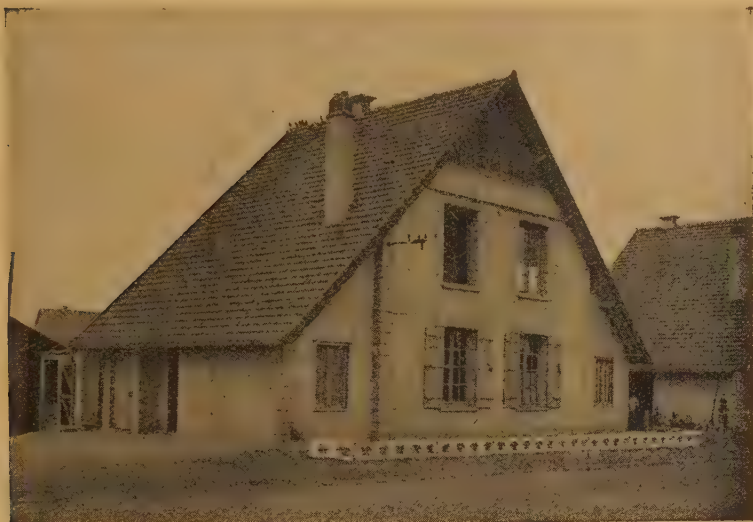


Fig. 6. — Une maison de la cité du Maréchal Foch
(Photo Mines de Douges.)

Il existe également au rez-de-chaussée une buanderie de 2 m. 40 sur 2 m. 50 éclairée par une baie de 1 mq. 50 et un débarras de 1 m. 40 sur 1 mètre. L'étage comprend deux chambres dont la plus grande est légèrement mansardée ; chacune d'elles est éclairée par une baie de 1 m. 30 sur 1 m. 90. La hauteur sous plafond est de 2 m. 80. Voici les mesures respectives de ces locaux :

MINES de DOORGES

Maison Ouvrière

Groupe de 2 Logements à 4 Pièces

Etage



Rez de Chaussée



Première chambre :

Dimensions : 3 m. 40 sur 3 m. 95 ;

Surface du plancher : 13 mq. 5 ;

Surface de baie : 2 mq. 48 ;

Cube d'air : 33 mc. 5.

Deuxième chambre :

Dimensions : 3 m. 65 sur 2 m. 90 ;

Surface du plancher : 11 mètres carrés ;

Surface de baie : 2 mq. 48 ;

Cube d'air : 29 mc. 5.

Le logement comporte comme annexe, s'ouvrant à l'extérieur, une réserve à charbon de 1 m. 55 sur 0 m. 90 et des W.-C. de mêmes dimensions établis sur fosse septique. Ces annexes sont couvertes par un prolongement du toit, ce qui a permis de les surmonter d'un grenier. Il existe, en outre, un poulailler, deux clapiers et une volière.

Les murs des maisons sont de deux sortes. En façade, ils ont une épaisseur de 0 m. 34 comprenant une paroi extérieure de 0 m. 10 en aggloméré de ciment, une paroi intérieure de 0 m. 06 en dalles de plâtre et un matelas central d'air de 0 m. 18 constituant un isolant contre les variations de température. Les murs latéraux et les murs intérieurs, abrités par la toiture et les dépendances, sont pleins et ont 0 m. 20 d'épaisseur.

Le sol du rez-de-chaussée est constitué par un carrelage de ciment, le plancher de l'étage est en sapin.

Les murs intérieurs sont badigeonnés à la colle teintée ou à la chaux. La toiture est en tuiles.

Il n'y a pas d'eau sous pression à la maison, mais elle est distribuée dans la cité par de nombreuses bornes-fontaines. Les eaux de pluie sont recueillies dans une citerne où la ménagère les puise pour les lessives. Les eaux résiduaires, les eaux de lessives, le trop-plein des citernes à eau de pluie vont après avoir traversé un puisard où s'arrêtent les détritits et la boue, à un égout qui collecte les eaux de la cité.

L'éclairage électrique des locaux est fourni par la Société et celle-ci livre également 4,8 tonnes de charbon par logement.

Le prix de revient des logements, valeur 1922, est de l'ordre de 22.000 francs et le tarif des locations est de 8 francs par mois.

Les rues, établies en béton ou en schiste, sont en très bon état et sont éclairées électriquement.

Les logements sont d'un type très intéressant, puisque, pour une dépense relativement faible, ils mettent à la disposition du mineur une installation agréable et confortable : vestibule où l'homme dépose ses chaussures, sol carrelé et d'entretien facile, buanderie vaste et commode, volière, clapier, poulailler, jardin qui constituent le délassement du mineur.

L'hygiène est très étudiée : murs calorifugés, baies importantes, pas de papier peint, des pièces à feu avec cheminée directe et bon tirage, W.-C. extérieurs.

La morale enfin n'est pas oubliée : chambre pour

les parents, chambre pour les garçons, chambre pour les filles.

Pour agrémenter la cité, la Société y entretient un décor floral qui enjolive l'aspect général.

Service sanitaire et Œuvres diverses.

Il n'y a pas d'établissement de bains. A la sortie des puits, il existe des salles de douches pour les mineurs ; mais il est regrettable que rien n'ait été prévu pour le reste de la population.

Un centre familial groupe un ouvroir, un dispensaire, des salles de consultation.

Une église a été bâtie, mais son état se ressent des mouvements du sous-sol et l'édifice est marqué de vastes lézardes.

En face de l'église se trouve un centre de distraction avec salle de spectacle, salles de réunions et de gymnastique, cibles et terrain de jeux.

Pour les vieux travailleurs, des logements ont été construits au nombre de 48. Ces logements ne comportent qu'un rez-de-chaussée et sont placés à la limite de la cité, le long de la route d'Hénin-Liétard à Dourges.

Caractères communs à toutes les cités.

Dans toutes les cités, la Société a créé des écoles maternelles, des écoles primaires pour filles et pour garçons, l'enseignement étant donné par des instituteurs libres. Il existe également des écoles ménagères

pour les jeunes filles, des cours d'apprentissage pour les jeunes gens, des ouvroirs dirigés par des religieuses, des dispensaires, des salles de consultation.

Il y a aussi un hôpital chirurgical pour les ouvriers. Des médecins sont attachés à la mine et le service social est bien organisé.

Autour des cités ont été créés de nombreux jardins ouvriers.

Pour l'alimentation, la Société a encouragé l'établissement de coopératives de consommation.

La Société des Mines de Dourges subventionne de nombreuses sociétés sportives ou artistiques : musicales, chorales, sociétés de gymnastique, associations colombophiles.

Signalons également que, pour satisfaire aux besoins moraux de son personnel, la Société a édifié 7 églises.

Certaines cités sont peuplées entièrement de Polonais avec enseignement et instituteurs de leur propre nationalité.

Indiquons en passant le nombre considérable de Polonais dans la région houillère : dans le département du Nord, ce nombre est passé de 349 en 1911, à 49.600 en 1926 et à 76.500 en 1931. Dans le département du Pas-de-Calais, on en trouvait 235 en 1911 ; il y en avait 91.000 en 1926 et 115.300 en 1931. On voit par ces chiffres que le problème du logement se pose de façon impérieuse.

Conclusions.

Dans la limite qu'elle s'était fixée, logement et stabilisation du personnel, la Société des Mines de Dourges semble avoir adopté une solution heureuse.

Différents dispositifs utilisés et très avantageux pour l'hygiène familiale : suppression du papier peint, vastes fenêtres, locaux bien aérés, murs calorifugés, valent d'être notés et retenus.

Société des Mines de Lens.

La Société des Mines de Lens exploite une des concessions les plus importantes du Pas-de-Calais. Son nom est universellement connu par suite de son complet anéantissement au cours de la guerre 1914-1918. Les ruines ont été relevées et c'est aujourd'hui une société industrielle dont le personnel compte 17.000 ouvriers représentant avec leurs familles un ensemble de plus de 42.000 âmes.

Dès longtemps, la Société s'est inquiétée du logement de ses mineurs. Des corons existaient, en contrebas des routes, monotones. Ces corons furent abandonnés pour faire place à des cités riantes qui étaient l'orgueil de la Société et dont la réputation avait dépassé nos frontières. En 1918, il ne restait de tout cela que quelques pans de murs.

Mais les anciennes fondations subsistaient. Par mesure d'économie, elles furent utilisées et c'est ce qui explique le tracé rectiligne des rues de ces agglomérations ressuscitées sur leur propre emplacement. Seules, les cités dernières nées possèdent les voies curvilignes caractérisant les plans modernes.

La Société possède plus de 10.000 maisons, réparties en agglomérations d'environ 600. Chaque cité est attenante à un puits d'extraction et sa population évolue autour de 3.500 personnes. Ce nombre représente 1,4 ouvrier par logement et correspond aux deux tiers de l'effectif employé ; l'autre tiers habite des logements n'appartenant pas à la Société.

Il a fallu tenir compte pour la construction des maisons de certaines conditions locales. Le sol qui surmonte le gisement, malgré les travaux de consolidation méthodiquement effectués, s'affaisse sans cesse, en moyenne de 10 centimètres par an : c'est ainsi que les voies de la gare de Lens sont descendues de près de 6 mètres. Il a donc fallu édifier des maisons de forme géométrique, offrant le maximum de résistance. Les murs de soutènement sont chaînés à leur base et les poutres sont ancrées aux murs. Cet affaissement a eu la conséquence déplorable d'empêcher l'établissement d'un réseau général d'égouts et rend illusoire la pose des fosses septiques très rapidement hors d'usage. On a tenu compte, lors de la création des cités, de l'aération, de l'ensoleillement, du relief du sol qui permet l'écoulement des eaux ; et les parties basses du terrain sont munies d'égouts.

La voirie est très bonne et on a réservé de très grands espaces libres pour les places et les squares.

Les maisons sont construites pour la plupart en briques cuites en plein air, parfois en agglomérés fabriqués avec les matériaux provenant des ruines de la guerre. Au début de la reconstruction, on a aussi

employé la meulière. Actuellement, le seul matériau couramment utilisé est la brique fournie par une briqueterie à fours continus que la Société possède à Douvrin. Pour rompre la monotonie de ces maisons toutes cubiques, on a varié l'aspect par l'emploi des briques blanches, des toitures diverses et d'une décoration variée.

Les murs des maisons, d'une épaisseur de 34 centimètres, sont pleins sur les façades est et sud. Au contraire, les murs nord et ouest ont un vide central de 5 centimètres. Les toitures sont en tuiles et les menuiseries extérieures sont en chêne.

Les logements sont en général de quatre pièces, parfois de cinq ou six pièces. Un groupement fréquent est celui de deux logements de six pièces ou de trois logements de quatre pièces ; mais le cas le plus ordinaire est le groupement par quatre logements. Entre les divers groupes l'espacement est de 8 mètres.

Chaque logement comprend au rez-de-chaussée une salle commune et une chambre, et deux chambres à l'étage. Le sol du rez-de-chaussée est carrelé et il faut même noter dans les cuisines le carrelage épais pour résister aux chocs qu'on lui fait subir en cassant du bois pour le fourneau.

Attenant au logement se trouve une cour pavée entourée de murs élevés derrière lesquels la ménagère se sent chez elle, ce à quoi elle tient énormément. Dans cette cour sont réunis une buanderie avec robinet d'eau sous pression, un bûcher, un clapier, un poulailler et les W.-C. munis d'une fosse étanche.

La façade de la maison donne sur un jardin de 370 mètres carrés où est installée une volière. Dans ce jardin, le mineur passe son temps libre, occupé à cultiver des légumes ou des fleurs.

Abritée par un rideau d'arbustes, une fosse reçoit les eaux usées, les détritits, le fumier du poulailler et du clapier : l'ouvrier y trouve l'engrais nécessaire à ses plantations. La Société encourage la culture des légumes, des fleurs, des plantes médicinales par des affiches et par des concours où l'on tient compte également de la décoration florale de la maison.

Les logements sont pourvus de l'éclairage électrique fourni par la Société, mais non gratuitement, de l'eau potable sous-pression à la cuisine et à la buanderie. Pour son chauffage, le mineur reçoit annuellement 69 quintaux de charbon.

Le prix de revient d'un logement est d'environ 30.000 francs. Le loyer varie suivant l'importance du logement et celle de la famille. C'est ainsi qu'un logement de six pièces, loué 40 francs par mois, est cédé pour 10 francs aux familles nombreuses. Au centre de la cité sont réunis l'église, le dispensaire et les groupes scolaires.

Ecoles.

La Société des Mines de Lens a construit six écoles de garçons, et huit écoles de filles avec classes enfantines, quatre écoles maternelles. Ces écoles comprennent un total de 152 classes fréquentées par 6.300 enfants. Les cours de chacune de ces écoles

sont très vastes. On y a installé un préau couvert et fermé constituant une vaste salle. Chez les garçons, elle sert à la gymnastique et à la préparation militaire. Chez les filles, on y a aménagé une scène avec écran.

Un jardin scolaire voisine avec chaque école de garçons et les instituteurs enseignent aux enfants les rudiments de l'horticulture.

Près des écoles de filles, on a établi des écoles ménagères. Des professeurs spécialisés y enseignent la cuisine, le lavage, la tenue de l'intérieur. La Société fournit gratuitement le matériel aux jeunes filles qui peuvent, en apprenant la coupe et les travaux d'aiguille, constituer entièrement leur trousseau.

Sur 17.000 ouvriers, les Mines de Lens emploient 4.000 étrangers dont 2.760 Polonais. Systématiquement, on les a mêlés aux Français. Cependant, la Société a fait venir pour eux deux ménages d'instituteurs polonais.

Bains-douches.

Il n'existe pas d'établissement de bain-douche. Le mineur se sert des douches existant à chaque puits ; mais rien n'est prévu pour les familles.

Service médical.

Au centre de chaque cité habite un docteur attaché à la Société et qui donne gratuitement ses soins aux ouvriers. Près de la maison du docteur est installé

un dispensaire comprenant une salle d'attente, une salle de visite, une salle de pansement, une salle pour consultation de nourrissons.

Une caisse de secours subventionne les frais médicaux nécessaires aux ouvriers.

Il n'y a pas de service social faisant de la prospection au foyer du mineur ; mais il existe des religieuses infirmières donnant les soins à domicile.

Coopérative.

La Société des Mines de Lens a favorisé le développement d'une coopérative. Elle ne la gère pas, mais elle lui prête les locaux nécessaires à ses magasins. Ceux-ci, au nombre de 21, sont répartis dans toutes les cités et les ménagères y trouvent l'alimentation, les articles de ménage et tout ce qui est utile au foyer.

Naturellement les achats sont faits en gros et non seulement la vente est faite très en-dessous des prix de détail, mais, en fin d'année, les clients reçoivent une ristourne représentant 10 à 15 % du montant de leurs achats.

Ateliers féminins.

La Société n'emploie pas toutes les femmes. Aussi a-t-elle créé dans chaque cité des ateliers de couture destinés surtout à occuper les jeunes filles avant leur mariage. Ces ateliers comprennent en général 72 machines à coudre ; ils sont contrôlés et gérés par l'association des pères des jeunes filles employées dans

l'atelier. Le travail est préparé par des confectionneuses de la région et par des maîtresses qui surveillent, forment les apprenties et s'occupent des réceptions et des livraisons.

Religion et Famille.

Dans chaque cité importante de la Société des Mines de Lens a été construite une église.

Des allocations familiales sont distribuées aux familles nombreuses.

Sports et Loisirs.

Les emplacements sportifs, en raison de leurs dimensions, sont placés en dehors des agglomérations. Ils sont en général bien conçus et celui de la Société des Mines de Lens est tout à fait remarquable. Rien n'y a été négligé : piste parfaite, terrain excellent, tribune très moderne, salle d'entraînement, salle de massage, douches et vestiaires. C'est ainsi que 15 sociétés sportives ont pris leur essor, principalement des sociétés de football et de basket-ball. Les joueurs d'élite sont entraînés aux frais de la Société des Mines de Lens qui les paie au tarif des heures de travail. C'est ainsi que les équipes de Lens comptent parmi nos meilleures équipes nationales. Pour former la jeunesse sportive, des moniteurs préparent les jeunes gens au brevet de préparation militaire.

Il existe également de très importantes associations musicales : harmonies, fanfares, chorales qui, au

nombre de onze, groupent plus de 600 musiciens. L'élite de ces artistes constitue la célèbre et glorieuse Harmonie de la Société des Mines de Lens.

La Société s'efforce d'entretenir parmi ses sportsmen et ses musiciens une puissante émulation. Pour l'ouvrier, c'est un honneur de faire partie de l'équipe de foot-ball ou de l'Harmonie des Mines de Lens. Mais il existe en plus de nombreux concours dotés de prix qui tiennent constamment en haleine et vivifient les différents groupements.

Conclusions.

Les Mines de Lens ont fait le possible pour faire un ensemble harmonieux de chacune de leurs cités : maisons groupées autour de leur église et du centre médical, ateliers de couture, terrains de sport, sociétés artistiques constituent une sorte d'unité capable d'attacher les habitants, de leur plaire, de les retenir.

La négligence n'est pas tolérée : chaque locataire reçoit un livret dont les clauses très strictes lui interdisent la construction d'annexes qui sont la lèpre de tant de cités ouvrières. Un garde est là, dont l'aspect en impose, qui seconde activement la direction et veille à la bonne tenue générale. Il faut saluer ici ce résultat magnifique et trop rare : la propreté.

Société Escaut et Meuse.

La Société Escaut et Meuse est une entreprise de grosse métallurgie qui occupe plusieurs milliers d'ouvriers. Les usines se trouvent dans la région de Valenciennes et d'Anzin.

Cette Société a abordé la question des habitations ouvrières, non par la création de cités dont elle garde la propriété et l'administration, mais par la construction d'immeubles en harmonie avec les lois sur les habitations à bon marché. Somme toute, le service immobilier de cette Société n'est qu'un aspect de son effort social dont nous allons examiner les diverses manifestations.

Service immobilier.

L'origine du service immobilier est la crise du logement qui a sévi vers 1922. A cette époque, la Société loua un certain nombre de locaux dont elle céda la jouissance à son personnel contre le paiement d'un loyer modique. Mais voulant mieux faire et satisfaire l'instinct de propriété de certains travailleurs, la Société Escaut et Meuse envisagea la construction des maisons groupées ou non.

Nous prendrons comme type la cité Carpeaux établie sur un terrain en pente vers le nord-est et située sur la route de Valenciennes à Saint-Amand, à cheval sur le territoire des communes d'Anzin et de Raismes.

Cette cité groupe 158 maisons réparties sur une superficie de cinq hectares. Les constructions sont en brique et leur prix de revient varie de 25.000 à 40.000 francs. Chaque maison comprend de deux à dix logements dont chacun possède un terrain de 3 ares environ.

Tous les types de logements comprennent une cave, un rez-de-chaussée avec cuisine, salle commune, W.-C. avec accès extérieur, le tout surmonté d'un étage. Certains ont une buanderie avec cour cimentée, une salle à manger et 3 chambres à l'étage.

Les dimensions des locaux varient un peu, mais elles oscillent autour des mesures suivantes : la cave mesure 5 mètres sur 3 m. 50. Au rez-de-chaussée la cuisine occupe 2 m. 50 sur 3 m. 80, la salle commune 5 mètres sur 3 m. 70, la salle à manger quand elle existe 3 m. 50 sur 3 m. 30, la buanderie 2 m. 20 sur 2 m. 10. Les W.-C. s'ouvrent sur une cour dallée. À l'étage, nous trouvons des chambres de 3 m. 50 sur 4 mètres et de 3 m. 60 sur 3 mètres, un cabinet de toilette et au-dessus de tout cela un grenier. Les fenêtres ont : 1 m. 50 de largeur au rez-de-chaussée et 1 m. 10 à l'étage, pour une hauteur de 1 m. 65. La hauteur des pièces est sous plafond de 1 m. 90 pour la cave, de 2 m. 90 pour le rez-de-chaussée et de 2 m. 70 pour l'étage. Toutes les pièces habitées pos-

sèdent une cheminée. Il existe dans certains cas entre la salle à manger et la salle commune une cloison mobile permettant d'obtenir quand on le désire une vaste pièce de 7 mètres sur 3 m. 70.

Enfin, le nombre des chambres à coucher peut varier avec l'importance du logement.

Primitivement, les W.-C. de chaque habitation étaient munis d'une fosse ; mais, récemment, on a établi dans la cité un réseau d'égouts.

Chaque logement possède l'éclairage électrique, une distribution d'eau sous pression et une citerne à eau de pluie avec pompe.

La Société Escaut et Meuse a établi à ses frais la voirie, qui est très bonne, et le réseau d'égouts. Elle éclaire électriquement les rues, sans aucune rétribution des habitants.

Voyons maintenant comment fonctionne le service immobilier.

L'ouvrier qui désire se rendre propriétaire n'est astreint à aucune condition spéciale ; il peut être célibataire. Il se présente au service immobilier de la Société qui lui vend le terrain dont il a besoin. De plus, la Société lui fait l'avance de la somme demandée par le Crédit Immobilier comme participation aux frais de construction. Si l'ouvrier possède déjà quelques économies, la Société complète sous forme d'avances la cote-part demandée par le Crédit Immobilier.

Prix du terrain et avances sont remboursées par mensualités échelonnées sur une période de 20 mois.

En outre, la Société fournit au prix de revient les matériaux nécessaires à l'entretien des maisons après leur construction.

Théoriquement, cette organisation est parfaite. En réalité, les résultats sont moins encourageants. Quand leur maison est construite, beaucoup d'ouvriers, pour se soustraire aux versements mensuels, quittent la Société pour travailler ailleurs. Comme cette rupture de contrat empêche l'envoi en possession au terme fixé, l'occupant de l'immeuble se désintéresse de son entretien, et celui-ci incombe à la Société Escaut et Meuse. Cette dernière, en fin de compte, entretient des maisons dont elle n'est pas propriétaire, pour lesquelles on ne lui verse aucune rétribution et perd en outre le prix du terrain et les avances faites. Le cas n'est pas général, mais il est malheureusement fréquent.

Dans la cité Carpeaux, il existe un magnifique square, un jardin d'enfants, une école maternelle, des cours de coupe pour les filles et des cours de découpage du bois pour les garçons.

Une société amicale a été créée pour l'embellissement de la cité et, pour y contribuer, la Société remet gratuitement aux habitants des caisses de terreau et des fleurs pour décorer les façades des maisons.

En dehors des conditions spéciales mentionnées jusqu'ici, les habitants de la cité Carpeaux profitent des avantages communs à tous les employés de la Société dont nous allons nous occuper maintenant. Ce personnel est réparti en effet dans un rayon d'une

vingtaine de kilomètres, et un service spécial d'autobus circule trois fois par jour pour prendre et ramener chez eux les ouvriers.

Service sanitaire.

Les employés et ouvriers de la Société Escaut et Meuse, leurs femmes, leurs enfants de moins de 16 ans, leurs ascendants habitant avec eux et dépourvus de ressources personnelles reçoivent gratuitement soit à l'usine, soit à domicile, les soins médicaux et les médicaments. Il leur suffit pour cela de s'adresser à l'un des cinq médecins appointés par l'usine et attachés à sa clinique ou à l'un des 21 médecins agréés de la région. Les ordonnances sont exécutées gratuitement, la Société prenant à sa charge la quote-part due par les ouvriers assurés sociaux.

La clinique est exclusivement chirurgicale. Elle comprend des salles d'attente, de consultation, d'opérations, de pansement, un laboratoire et quatorze lits. Il y est attaché cinq médecins, des infirmiers, un pharmacien, un bactériologue, et un radiographe. Les examens radioscopiques et radiographiques sont gratuits. Pour les opérations, si le malade n'est pas assuré, une petite redevance est perçue.

Cette clinique a été créée spécialement pour le traitement des accidentés de l'usine. Pour réduire le nombre des accidents, un comité mixte d'ouvriers et d'employeurs a été créé. Son activité a eu pour résultat de réduire le nombre des accidents de 21 % en

1922, à 10,5 % en 1931. Un nombre important d'accidents étant dû à l'emploi des ponts-roulants, la Société a créé en 1929 un enseignement spécial pour les pontonniers : de 1,18 % en 1927, le nombre des accidents est tombé à 0,57 % en 1931.

La ville de Valenciennes se trouvant à peu de distance de l'usine, la Société Escaut et Meuse n'a pas fondé pour son personnel un dispensaire spécial ; mais elle subventionne largement ceux de la municipalité. Elle s'est assuré en outre un lit au village sanatorium de Passy (Haute-Savoie).

Chaque année, l'usine envoie une centaine d'enfants aux colonies de vacances en prenant à sa charge tous les frais de vêtements, voyage et entretien.

Hygiène sociale.

Le Secrétaire Social, qui dirige toute l'activité bienfaisante de la Société, surveille l'hygiène des habitations. Chacune de celles-ci possède un dossier sanitaire où sont consignées les observations auxquelles donnent lieu des visites semestrielles et les améliorations reconnues nécessaires.

Un appareil de désinfection Trillat est à la disposition du personnel de la Société, que ce personnel soit ou non logé dans un immeuble social. En outre, sur simple demande, il est distribué de la chaux et du goudron pour l'assainissement des logements.

Il existe un établissement de bains-douches dont l'accès est gratuit, l'usager se munissant simplement de savon et de serviettes.

Des infirmières visiteuses sont attachées à la Société Escaut et Meuse. Elles ont pour mission de s'occuper des mères et des enfants et, pénétrant par ce moyen dans l'intimité de la famille, elles veillent à la santé de tous ses membres. Elles distribuent du lait aux familles nécessiteuses, et procurent le linge et les objets nécessaires pour l'accouchement. Elles ont organisé en outre une Œuvre des Layettes subventionnée par la Société. Cette œuvre complète la layette remise par le bureau de bienfaisance et, à partir du troisième enfant, fournit la layette complète et, s'il est nécessaire, procure des lits d'enfants.

Entr'aide sociale.

La Société Escaut et Meuse ne limite pas son action aux périodes de maladie, elle intervient en toutes circonstances où son appui peut paraître utile.

Pour aider les familles nombreuses, la Société s'est affiliée à une caisse de compensation des allocations familiales. Cette caisse donne une prime à la naissance et des allocations mensuelles pour chacun des enfants de moins de 14 ans.

Les familles nombreuses, au nombre de 550, se sont groupées et sont ainsi tenues au courant des avantages et des droits que leur donne la Loi.

La Société remet des allocations à Noël, pour les enfants, et au moment de la rentrée des classes. Elle verse une subvention quand les enfants font leur Première Communion. Lors du service militaire, les

jeunes ouvriers qui comptent deux années de présence à la Société reçoivent chaque mois une somme de 20 à 30 francs pendant toute la durée du service. Les hommes mariés ou soutiens de famille faisant une période militaire après un an de présence à l'usine reçoivent une indemnité journalière de 10 francs.

De plus, la Direction s'occupe de subvenir aux besoins de ses ouvriers dans la gêne, à la condition que ceux-ci soient inscrits à la société de secours mutuels « Aidez-vous et l'Usine vous aidera ».

Pour les filles des ouvriers, l'usine aide à la confection d'un trousseau de 86 pièces, moyennant le versement de 5 francs par mois pendant 10 ans. L'intéressée verse ainsi un total de 600 francs pour l'acquisition d'un trousseau dont la valeur dépasse 1.200 francs. Les filles du personnel peuvent d'ailleurs suivre les cours de couture de l'Ecole Ménagère de la Cité Carpeaux.

La Société s'est intéressée à toutes les formes de la prévoyance sociale. Elle alloue, par exemple, à l'Union Ouvrière d'Anzin 5 francs par an et par sociétaire comptant parmi ses ouvriers. Ce groupement verse une allocation en cas de maladie ou d'accident de travail, une prime de 100 francs à chaque naissance, une somme de 500 francs en cas de décès, et, après 55 ans d'âge, une pension annuelle.

Pour le personnel non ouvrier, une Société de Secours Mutuels groupe plus de 500 membres auxquels elle procure les mêmes avantages que l'Union Ouvrière d'Anzin.

Quand les Assurances Sociales ont fait leur apparition, la Société Escaut et Meuse a intégré les crédits légaux mis à la charge de l'employeur aux versements faits par elle, de sorte que son personnel a continué de bénéficier d'un régime beaucoup plus avantageux pour lui que le régime légal.

Pour les vieux ouvriers qui ne bénéficient pas du régime des Assurances Sociales, l'usine accorde des pensions dont le montant peut atteindre 3.000 francs. Les intéressés peuvent d'ailleurs faire des versements à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse sans perdre pour cela aucun des avantages que leur concède la Société. La moitié de la pension est versée à la veuve du retraité et si quelque vieil ouvrier meurt sans avoir pu bénéficier d'une retraite, sa veuve reçoit de l'usine des secours mensuels permanents.

Une Caisse de Prévoyance joue, pour l'ouvrier, le rôle d'une caisse d'épargne où celui-ci peut déposer ses économies pour lesquelles il reçoit un intérêt de 6 % capitalisé tous les six mois.

Citons enfin la Société Amicale des Médaillés du Travail, dont chacun des intéressés reçoit une gratification de 100 francs.

A un point de vue différent, la Société s'est inquiétée de l'approvisionnement de son personnel en créant une coopérative de consommation qui achète les denrées en gros et les revend sans bénéfice. Cette Coopérative amène à jour fixe, à domicile, les commandes des adhérents. Elle s'est annexée une boulangerie possédant des dépôts et pourvue d'un service de voi-

tures pour la livraison du pain. De plus, chaque année, la Société achète en gros un stock de pommes de terre cédées ensuite à bas prix aux ouvriers pour leur provision d'hiver.

Enseignement technique.

Pour se procurer les agents techniques nécessaires et pour rendre service à ses employés, la Société a organisé des cours d'apprentissage de 6 heures par semaine, les heures étant payées au salaire normal de l'apprenti. Ces cours sont donnés par les contre-maîtres sous la direction des chefs d'atelier. On y enseigne le modelage, la menuiserie, la fonderie, l'ajustage, la forge, la chaudronnerie et l'on y joint des notions sur les machines outils, l'électricité et le bobinage des dynamos. L'enseignement est sanctionné par des notes trimestrielles et par des récompenses consistant en livrets de Caisse d'Epargne. Les objets fabriqués par les apprentis et en particulier les meubles sont donnés aux jeunes ménages qui s'installent.

La Société subventionne les Ecoles Professionnelles de Valenciennes et d'Anzin et; si les cours ont lieu pendant les heures de travail, les apprentis et ouvriers qui les suivent reçoivent leur salaire normal. De plus, les enfants suivant les enseignements de l'école de Valenciennes perçoivent des bourses d'entretien si leur père est, depuis plus de 5 ans, attaché à l'usine. Enfin, à leur sortie de l'école de Valen-

ciennes, certains élèves tentent et réussissent le concours d'entrée à une école d'Arts et Métiers ou d'Ingénieurs. Il leur est alors attribué une bourse annuelle d'études et d'entretien.

Sports et Loisirs.

Pour occuper les loisirs des ouvriers, la Société Escaut et Meuse a créé, dans les communes où se trouvent ses installations : Anzin, Marly, Bruay, Beuvrages, environ cinq cents jardins de 2 à 3 ares loués aux ouvriers à raison de 3 francs par an. Les engrais, le plant pour les repiquages sont fournis gratuitement et l'usine achète en gros le plant de pomme de terre pour le céder à prix coûtant. Pour jouir de ces avantages, l'ouvrier doit s'inscrire au groupement « Jardin familial », moyennant une cotisation de 5 francs par an ; ce groupement compte 4.750 adhérents.

Une autre société s'occupe de la création de poulaillers, pigeonniers, clapiers. Les races sont sélectionnées et, chaque année, des concours ont lieu avec attribution de prix aux meilleurs sujets. Cette société, qui groupe 1.100 adhérents, achète en gros le grain et les fournitures pour les céder sans aucun bénéfice.

Un ensemble moderne, tel que celui organisé par la Société Escaut et Meuse, serait incomplet sans sociétés sportives. Celles-ci sont nombreuses et bien subventionnées : foot-ball, natation, jeu de balle, gymnastique se partagent la faveur des ouvriers. Les sociétés artistiques : chorales, musiques, cercles littéraires, ne sont pas moins bien représentées.

De plus, voulant étendre à tout le personnel l'agrément que procurent ces groupements sportifs et artistiques, la Société Escaut et Meuse demande à chacun de ces groupements de faire des conférences suivies de tombolas.

« Ces conférences ou ces causeries visent, selon le vœu de la Société, à l'éducation de l'ouvrier dans l'emploi de ses loisirs et dans le cadre de la famille, ainsi qu'à l'éducation professionnelle et sociale des adolescents et du personnel. »

Conclusion.

De notre étude, une conclusion se dégage : c'est la volonté chez la Société Escaut et Meuse d'élever le niveau social de son personnel et de lui donner le sens de la prévoyance et de la solidarité. En toute circonstance, l'ouvrier doit se grouper, s'intéresser à l'œuvre commune, y collaborer. La Société rend cette collaboration légère, mais elle en fait la condition de son appui.

La santé morale du personnel ne peut qu'intervenir heureusement dans la condition physique ; à ce titre, l'étude de l'œuvre entreprise et réalisée nous intéresse directement. Cet effort ne nuit en rien d'ailleurs à cet aspect du sujet qui nous importe spécialement : le service médical, l'hygiène. A cet égard, la Société Escaut et Meuse possède une organisation qui ne redoute nulle comparaison ; et l'on ne peut que la féliciter de la largeur d'esprit avec laquelle a été résolu le problème qu'elle s'était posé.

Ville de Lille.

A côté de l'étude de cités construites par des industriels pour leur personnel, il nous a paru intéressant de placer l'étude de groupements de but très différent réalisés pour la Ville de Lille par l'Office Municipal. Fondé en 1921, cet Office a édifié 627 maisons individuelles et 813 appartements. Ces logements sont répartis en trois groupes situés respectivement Faubourg des Postes, Faubourg d'Arras et Faubourg de Béthune. Nous n'avons pas visité ce dernier dont l'aménagement est en cours.

GROUPE DU FAUBOURG DES POSTES.

Ce groupe a été construit en deux tranches : la première de 1928 à 1930, la seconde de 1930 à 1932. Il comprend 399 logements dont 255 maisons individuelles et 144 appartements. Le terrain occupe une surface totale de 5 hectares 83 ares et, dans la mesure où la disposition des lieux le permettait, on s'est efforcé d'établir des pâtés de maisons avec une grande cour centrale, les angles de chaque îlot étant constitués par des immeubles collectifs. Les rues sont pavées, les trottoirs sont cimentés. Un réseau d'égouts

et une distribution d'eau potable parcourent tout le groupe.

Maisons individuelles.

Les maisons individuelles possèdent toutes deux étages et comportent au rez-de-chaussée une salle commune et une chambre, au premier étage deux chambres, au second étage une chambre et un grenier. Il existe une cave et un jardin de surface variable.

La maison est légèrement en retrait de la rue dont elle est séparée par un jardinet clos par une barrière de ciment. Derrière la maison existe un jardinet où sont établis un appentis et les W.-C. Ce jardinet a été différemment utilisé par les locataires : tantôt ceux-ci l'ont respecté, tantôt ils l'ont utilisé comme dépôt d'immondices. La tenue des maisons est d'ailleurs en rapport étroit avec celle des jardins et il est difficile d'imaginer que telle maison coquette et le taudis voisin dont le rez-de-chaussée est abandonné à la volaille ont été créés en même temps et ont eu un point de départ identique.

Maisons collectives.

Elles comprennent un total de 144 appartements établis dans des immeubles dont la hauteur ne dépasse en aucun cas cinq étages. La répartition des locaux est la suivante :

2 appartements de quatre pièces, 45 de trois pièces, 80 de deux pièces, 14 de une pièce, 3 boutiques avec logement.

Chaque appartement comporte une cuisine avec une courette suspendue, possède une cave en sous-sol et au rez-de-chaussée un garage pour bicyclettes ou voitures d'enfants. Il n'y a pas de chauffage central.

Les loyers sont de 1.700 francs pour les maisons individuelles et varient de 792 à 1.650 francs pour les appartements.

GROUPE DU FAUBOURG D'ARRAS.

Construit de 1932 à 1934, ce groupe comprend 404 logements dont 242 maisons individuelles et 10 maisons collectives réparties sur une superficie de 6 hectares 20 ares. On a, pour obtenir de la diversité,



FIG. 8. — Maisons ouvrières à Lille, Faubourg d'Arras
(Photo Louis Desbottes à Lille.)

confié la construction à divers architectes, mais l'expérience tentée au Faubourg des Postes a suggéré quelques modifications. C'est ainsi que l'espace au centre des îlots n'a plus été laissé en jardins séparés. On a réduit ces jardins particuliers à une cour carrelée où la ménagère peut faire sécher sa lessive ; un petit toit abrite même une partie de cette cour. Le centre de l'îlot, ainsi récupéré au bénéfice de la collectivité, a été macadamisé, planté de tilleuls, et des bancs y ont été installés de place en place. C'est là que se retrouvent les enfants. On a d'ailleurs prévu pour eux un square avec bacs à sable.

On a tenté dans ce groupe l'établissement de baignoires individuelles et, pour réduire leur encombrement, le modèle choisi est la baignoire avec place assise. Ce modèle permet en outre son utilisation pour la lessive. Le résultat a été déplorable ; quand la baignoire n'est pas utilisée comme poubelle, son usage est toujours très différent de celui pour lequel elle était destinée.

Le loyer des maisons individuelles s'échelonne de 1.572 à 1.740 francs, celui des appartements varie de 764 francs pour une pièce avec cuisine à 1.310 francs pour trois pièces.

Dans ce groupe du Faubourg d'Arras, la municipalité lilloise a construit pour les personnes âgées un bâtiment spécial dénommé « Notre chez-nous ». Il est formé d'une partie centrale à deux étages comprenant une loge de concierge, et 18 appartements pour personnes seules. Les ailes sont agencées en 5 mai-

sons individuelles. Le tout, édifié dans un jardin, largement en retrait, se développe sur une longueur de 106 mètres.

Les appartements se composent d'une chambre, une cuisine, un W.-C. particulier. Il existe des gaines pour les ordures ménagères qui sont recueillies au sous-sol.

Les maisons ne comportent pas d'étage et, en plus des pièces composant les appartements, on y trouve une salle commune et une buanderie.

Tous les logements ont une distribution d'eau et de gaz, l'éclairage électrique, le chauffage central. Une sonnerie d'appel les relie à la loge du concierge.

Le bâtiment central de « Notre chez-nous » possède un ascenseur et l'escalier est garni d'un tapis de caoutchouc. Le second étage est aménagé en foyer où l'on trouve des jeux et des livres.

A la suite d'une pétition générale, on a aménagé une salle de bains pour tous les locataires. Mais il s'agissait surtout d'une manifestation de vanité car, depuis son installation, la salle de bains totalise une moyenne de quelques bains par an.

Pour résumer cette brève étude, constatons que cette création véritablement urbaine fait la plus large part à la maison individuelle, les immeubles collectifs, peu nombreux, visant surtout les ménages sans enfants. Notons aussi que l'éducation générale en ce qui concerne l'hygiène, semble bien difficile à faire et que les bénéficiaires traitent avec beaucoup d'indifférence l'effort tenté pour améliorer leurs conditions de vie et de santé.

Charbonnages André Dumont

Siège de Waterschei (Belgique).

Il nous a paru intéressant, après avoir visité quelques cités de nos houillères françaises, d'excursionner dans le Limbourg belge. Les régions sont comparables, les climats sont identiques : il est donc curieux de comparer les solutions adoptées pour le logement ouvrier.

Peu de temps avant la guerre, la région industrielle du Limbourg était une friche parsemée de boqueteaux et d'étangs : de-ci, de-là, quelques chaumières, de très petites agglomérations, mais aucune ville importante dans un rayon notable. Tout fut donc à créer quand on voulut exploiter le sous-sol ; mais comme corollaire, rien ne gêna l'activité créatrice. Le gisement charbonnier est à peu près linéaire ; il part de Hasselt, gagne la Meuse et franchit la frontière belgo-hollandaise pour se terminer, dans l'état actuel de l'exploitation, vers Heerlen, au nord-nord-est de Maastricht. Le long de cette ligne se sont installées en territoire belge plusieurs sociétés belges qui sont, à partir de Hasselt, Wintersberg, Waterchei, Zwartberg et Eysden qui touche la frontière.

Tout d'abord, un certain nombre de mineurs venaient de Hollande ; mais le change étant devenu défavorable, cet élément de main-d'œuvre disparut.

Il existe une population flottante importante, qui représente à peu près 35 % de l'effectif total, dont le centre de séjour est Hasselt et dont la qualité diminue avec l'éloignement du centre. Les éléments les moins attrayants de cette masse se cantonnent aux environs de la frontière, à Eysden, où une mutualité patronale s'efforce de les héberger. Nous aurons un terme moyen en étudiant une agglomération à mi-route entre Hasselt et la frontière : nous avons donc choisi Waterchei.

En s'installant à Waterchei, la Société de charbonnages André Dumont trouva sur place un petit bourg. Celui-ci se développa parallèlement à la cité édifiée au voisinage immédiat du puits. L'ensemble de l'agglomération compte 7.250 personnes, dont 3.982 pour la cité minière.

Celle-ci, comme toutes les cités d'après-guerre, est établie selon un plan où les courbes dominent, où les rues se raccordent en Y, où il n'y a pas de longues perspectives, les rares voies rectilignes de grand trafic étant extérieures à l'agglomération.

La voirie est très bonne. Les rues sont empierrées, souvent larges, plantées d'arbres. Leur sous-sol est parcouru par un réseau complet d'égouts.

Il existe 946 maisons ; mais 98 d'entre elles sont réservées à l'administration ou au personnel de direction et ne nous intéressent pas. Restent donc :

848 maisons ouvrières auxquelles il convient d'ajouter 6 hôtels.

Toutes les maisons, quelle que soit l'importance du logement, possèdent un jardin de 5 ares. Les murs sont en briques creuses avec aération. Le logement compte trois ou quatre pièces et comprend



FIG. 9. — Maison à Waterschei (Belgique),
Charbonnages André Dumont.

une cave, un rez-de-chaussée et un étage. La toiture la plus courante est la tuile ; il y a cependant quelques bâtiments à terrasse et l'essai semble ne pas avoir été satisfaisant. Le sol du rez-de-chaussée est carrelé, les murs sont enduits de plâtre et peints. Dans tous les logements se trouvent la lumière électrique, l'eau courante, le tout à l'égout.

Il existe quelques hôtels pour les célibataires ; à

part l'un d'eux, ce sont des sortes de casernes sans luxe et peu accueillantes.

L'égout collecteur aboutit à une station d'épuration où l'on ajoute aux eaux usées un mélange de chaux et d'argile. Le tout est dirigé sur les fosses de décan-tation.

Un médecin, attaché à la Société Minière, vit dans la cité.

Il est aidé par un service social et il a à sa dispo-sition une clinique chirurgicale parfaite de 60 lits dans laquelle on n'admet pas les contagieux. Le ser-vice médical et le service social sont gratuits après un mois de séjour à la cité ; les soins chirurgicaux sont gratuits un an après l'entrée à la mine.

Une idée originale et ingénieuse vaut d'être re-tenue : chaque logement est noté d'une part par l'architecte, d'autre part par le service social. A chaque note correspond une couleur. Sur le mur de son cabinet de consultation, le médecin trouve un plan de la cité et, sur ce plan, chaque maison porte la couleur correspondant à sa note de tenue. D'un simple coup d'œil, le médecin connaît donc le milieu dans lequel vit son malade et en tire les conclusions hygiéniques convenables. Cette notation a d'ailleurs permis d'établir une sorte de statistique de la propreté. Les Polonais, les Tchèques, les Hollandais, les Hongrois tiennent parfaitement leur intérieur, les Russes montrent moins de zèle et les Italiens font preuve de la plus complète négligence. Mais le mieux est parfois l'ennemi du bien : c'est ainsi que, visitant

la maison extrêmement bien notée d'un Tchecoslovaque, nous avons trouvé des murs décorés comme de véritables miniatures et un amoncellement de bibelots qui constituaient le plus magnifique désordre qu'on puisse imaginer. Inutile de dire que les occupants étaient extrêmement fiers de nous faire les honneurs de leur superbe tohu-bohu.

Les logements sont pourvus de baignoires, mais elles ne servent à rien. L'eau distribuée est froide et c'est une grosse affaire de préparer un bain chaud. L'ouvrier préfère la douche prise au sortir de son travail et, en passant, louons la vieille coutume du mineur français dont la femme arrose les épaules d'un seau d'eau chaude quand il rentre au logis.

A Waterchei, l'instruction est donnée par les Frères des Ecoles Chrétiennes qui enseignent dans les écoles pour les filles et écoles pour les garçons. Il existe une école ménagère.

Un économat d'approvisionnement permet des achats au meilleur prix et soulage le budget familial.

Un cercle réunit les dirigeants de l'entreprise et des sociétés artistiques s'emploient à la distraction de la population de la cité. Au centre d'un beau parc public existe un kiosque où se donnent des concerts qui attirent une grande affluence d'auditeurs.

Conclusion.

La Société de Waterchei possède une organisation sociale complète. Bien qu'il existe un service d'hy-

giène officiel elle a désiré posséder en propre des consultations pré-natales, des consultations de nourrissons, des dispensaires antituberculeux et antivénériens. Cela lui facilite évidemment une action plus directe vis-à-vis de son personnel et contribue à faire un ensemble complet de cette entreprise industrielle.

Maisons ouvrières de La Haye

(Hollande)

De Waterschei nous avons gagné La Haye afin de jeter un rapide coup d'œil sur les logements ouvriers hollandais pour les comparer à ceux de Lille. Nous n'entrerons pas dans le détail, nous bornant à un exposé général et très bref.

A partir de 1900, la ville de La Haye s'est considérablement agrandie vers le nord-est et vers le nord-ouest, en allant vers la mer. Dans cette zone, on a surtout édifié des villas éparses et quelques cités-jardins. On y trouve également une cité de pêcheurs, Duindorp, bâtie en deux tranches dont la plus ancienne date de 1920. Elle consiste en alignements de maisons très gaies, à façades décorées de faïences brillantes et dont la toiture est souvent une plate-forme. Les baies sont très vastes.

Mais la municipalité de La Haye a surtout créé des logements ouvriers vers le sud et vers le sud-ouest. Ce sont de longs immeubles de 2 étages, pourvus de multiples portes, car l'ouvrier hollandais n'aime pas les entrées communes. Chaque logement a donc son

entrée particulière de telle sorte que, louant un étage isolément, ou un rez-de-chaussée plus un étage ou deux étages, le locataire a-toujours sur rue sa porte spéciale.

Chaque logement a de grandes fenêtres à guillotine, l'eau courante, une cuisine, une salle à manger,



FIG. 10. — Cité de Duindorp, Maisons de pêcheurs.

et le nombre de pièces nécessaires à la famille. La municipalité veille à ce que les parents aient une chambre particulière et à ce que garçons et filles soient séparés à partir d'un certain âge. Obligatoirement, le nombre des pièces varie avec l'importance de la famille. Le loyer, relativement élevé, varie de 3,5 florins à 5,5 florins par semaine.

Certains groupes de logements sont étudiés spé-

cialement pour héberger les familles de tuberculeux : plus larges baies, plus grand cube d'air, ensoleillement maximum. Cette spécialisation du logement à l'état de santé de l'occupant vaut d'être retenue.



FIG. 11. — Maisons ouvrières à La Haye
(Photo Marie Verheijen.)

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence les grands terrains de sport splendidement aménagés et les nombreuses piscines de plein air qui caractérisent de façon très heureuse les quartiers ouvriers de La Haye.

Législation des habitations à bon marché et des lotissements.

Notre rôle n'est pas d'étudier la législation des habitations à bon marché, ni celle des lotissements. Très modestement, nous essayerons d'en donner un aperçu permettant, dans une certaine mesure, de confronter le point de vue du législateur et celui qui a présidé aux réalisations que nous avons étudiées.

Habitations à bon marché.

A l'origine, pour lutter contre les garnis, le gouvernement fait édifier un certain nombre de cités ouvrières réservées aux célibataires. Ce sont des sortes de casernes qui n'ont aucun succès ; mais leur création marque la première intervention de l'Etat dans la question du logement populaire.

Ce logement est surtout poursuivi par l'initiative privée des sociétés industrielles désireuses d'abriter leur personnel. Mais ce logement sera-t-il gratuit ou rétribué ? Dans son rapport sur les habitations ouvrières à l'Exposition Universelle de 1889, M. Georges Picot estime que l'homme n'attache aucune valeur à

ce qu'il obtient sans sacrifice. D'autre part, en considérant le logement gratuit comme une faveur, le patron tend à en faire une sorte de chaîne qui retient l'ouvrier. Il semble donc plus opportun de faire payer un loyer.

En 1894, une loi cherche à stimuler la création d'habitations à bon marché par des concours entre architectes et par l'attribution de prix d'ordre et de propreté.

Il se fonde, d'une façon facultative, des comités départementaux, des comités locaux, des comités de patronage d'habitations à bon marché.

La loi de 1906 intervient et rend ces comités obligatoires. Elle étend leur compétence à tout ce qui concerne la prévoyance sociale. Elle relève le maximum de valeur locative permettant de considérer un immeuble comme rentrant dans la catégorie des habitations à bon marché et préconise surtout la maison individuelle.

Les pouvoirs publics peuvent prêter pour la construction des habitations à bon marché et la Caisse des Dépôts avance des fonds directement et sans intermédiaire. L'exemption d'impôt qui était de 5 ans est portée à 12 ans et des avantages successoraux sont accordés pour ce qui a trait aux droits de mutation.

En ce qui nous concerne, la loi de 1906 introduit une clause très importante : la création d'un certificat de salubrité délivré par le comité.

Il se construit alors des immeubles collectifs et sur-

tout des demeures individuelles avec jardin. Mais le prix de revient des constructions augmente, l'afflux vers les villes s'intensifie et, vers 1910, il se produit un véritable déséquilibre que la guerre accentue.

Après guerre, l'accroissement des prix favorise le fléau constitué par les baraques en bois (baraques Adrian). Une législation touffue rend inintelligible la question des habitations à bon marché et celle-ci est remise au net par la loi de 1922.

Cette loi de 1922 fixe une limite supérieure de valeur locative variable avec la population de la commune où se trouve la maison. Elle fixe à 9 mètres carrés la surface minimum de chaque pièce habitée et permet la propriété d'un jardin de 10 ares dans la même localité. Elle exige un certificat de salubrité délivré par le comité de patronage et, novation importante, ce certificat est révocable et peut être retiré si les conditions sanitaires cessent d'être observées.

Les avances d'argent sont faites au taux de 2 % si l'emprunteur habite personnellement l'immeuble, ou 2,5 % si l'immeuble est loué.

La gestion des fonds est assurée soit par des sociétés de crédit immobilier, soit par des sociétés d'habitations à bon marché approuvées par le Ministre de la Santé Publique, soit encore par des Offices Publics créés par décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition des Ministres de l'Hygiène et de l'Intérieur à la demande des Conseils Municipaux, de plusieurs Conseils Municipaux groupés en syndicat ou des Conseils Généraux.

Des prêts peuvent être consentis aux associations reconnues d'utilité publique, aux sociétés de secours mutuel, pour leurs adhérents, aux sociétés de bains-douches et aussi aux communes désireuses d'édifier des logis pour familles nombreuses.

Les immeubles à bon marché peuvent contenir des boutiques, des magasins, mais il est interdit d'y ouvrir des débits de boisson.

Comme corollaire à cette loi de 1922, il est créé par décret du Président de la République des Comités de Patronage des Habitations à Bon Marché et de la Prévoyance Sociale et, à l'échelon supérieur un Conseil Supérieur des Habitations à Bon Marché fonctionnant auprès du Ministre de l'Hygiène. Mais en 1926-1927, les difficultés financières arrêtent l'œuvre des habitations à bon marché.

La question est reprise par la loi du 13 juillet 1928 (Loi Loucheur). Celle-ci permet d'obtenir de l'Etat, au taux de 2 %, des avances représentant 80 à 90 % de la dépense à engager. Elle offre des avantages aux mutilés, aux accidentés, aux chefs de famille. Elle permet la construction de maisons individuelles ou collectives, de dispensaires, de bains-douches, la création de lotissements et de jardins ouvriers.

Comme contre-partie, elle exige le certificat de salubrité, un certificat administratif permettant pour 15 ans l'exonération de la contribution foncière. Il faut de plus habiter personnellement la maison et ne pas dépasser un maximum légal pour l'achat du terrain, la construction et l'aménagement de l'im-

meuble, non compris les frais de clôture, égouts et eaux potables.

Pour les dispensaires et sanatoria, l'avance consentie ne vise pas l'installation intérieure.

La loi comporte toute une série de dispositions sur lesquelles nous ne pouvons nous étendre. Elle s'intéresse également aux immeubles à loyer moyen.

Mais les industriels ne peuvent faire appel à la Loi Loucheur pour construire des cités ouvrières. Il faut qu'ils aient recours à une société d'habitation à bon marché et, dans ce cas, les maisons ne sont pas exclusivement réservées à leurs ouvriers.

Somme toute, à travers des circonstances très variées, la législation des habitations à bon marché semble avoir voulu faciliter l'accession à la propriété et fonder le logis familial. Elle permet aux collectivités incapables de mobiliser immédiatement une somme importante la construction d'édifices utiles à l'hygiène et à la santé de la population. Et, très sagement, le législateur a imposé un certificat de salubrité dont la précarité neutralise la négligence possible des bénéficiaires de la loi. Elle constitue selon nous une législation bien conçue et adéquate au but poursuivi.

Lotissements.

Une loi de 1865 prévoit la création d'associations syndicales entre propriétaires intéressés à l'exécution et à l'entretien de travaux, en particulier de travaux d'assainissement dans les agglomérations, et à toute amélioration ayant un caractère d'intérêt public.

Cette loi a d'ailleurs été modifiée à différentes reprises et, en dernier lieu, le 21 décembre 1926.

En 1918, une loi de 1841 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique fut reprise et l'expropriation fut étendue aux superficies hors alignement faisant obstacle à un lotissement rationnel et non susceptibles de constructions qui s'accordent avec le plan général des travaux.

Une loi de 1925 permet l'expropriation pour cause d'utilité publique d'espaces non bâtis nécessaires à l'établissement de terrains sportifs. Ces terrains doivent répondre à certaines exigences concernant la constitution du sol et l'orientation, la situation, les facilités d'accès. La nappe d'eau doit se trouver à une profondeur supérieure à 1 mètre.

Une loi de 1884 prévoit l'obligation pour les communes d'un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension. Les lois du 14 mars 1919 et 19 juillet 1924 étendent cette obligation aux groupes d'habitations et aux lotissements créés ou développés par des associations, des sociétés ou des particuliers. Le projet d'aménagement des lotissements doit être établi avant toute vente, location ou publicité et comprendre le raccordement avec les voies publiques et, s'il y a lieu, avec les canalisations d'eau potable et avec les égouts de la commune. Un programme indique obligatoirement les conditions d'établissement d'eau potable, de l'évacuation des eaux et matières usées, de la distribution d'éclairage. Le cahier des charges des ventes et locations stipule les servitudes hygiéniques,

archéologiques ou esthétiques du groupe ou du lotissement. La vente ou la location des terrains est subordonnée à l'approbation des projets prévus et à la réalisation des travaux de viabilité et d'assainissement. Cependant, le Préfet peut, sous garantie certaine de l'exécution, autoriser la vente, la location et la construction par sections. Les terrains réservés pour les édifices et services publics donnent lieu à indemnités, de même que les espaces libres et les rues si leur surface est supérieure à celle qui résulterait de l'application du projet d'aménagement de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le lotissement.

Les lois du 31 octobre 1919 et 29 avril 1921, autorisent les départements et les communes à acquérir des terrains et domaines ruraux pour les lotir et les revendre, afin de faciliter l'accession à la propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées.

Mais les lois précédentes n'apportaient aucun remède à la mauvaise organisation des lotissements préexistants.

La loi du 15 mars 1928 intervient. Elle vise les lotissements bâtis et composés de maisons individuelles et familiales et tend à placer ces lotissements dans les mêmes conditions d'hygiène, de viabilité et d'assainissement que les agglomérations voisines de même importance.

Une sorte de collaboration s'établit entre l'Etat qui alloue des subventions après avis d'une commission

spéciale, le département qui prête des fonds et le loti qui rembourse ces fonds (intérêt et capital).

Les associations qui occupent le lotissement peuvent bénéficier des avantages de la loi, même si elles sont constituées de force pour l'assainissement des voies privées, comme il est prévu par la loi du 22 juillet 1912.

Cette constitution impérative a lieu dans le cas où l'association ne vote pas et ne transmet pas son budget à la préfecture avant le 1^{er} janvier de l'année à laquelle ce budget s'applique ou dans le cas où l'association syndicale ne s'est pas formée. Dans l'une ou l'autre circonstance, le préfet nomme un comité syndical de trois membres dont les décisions engagent tout le lotissement.

Pour compléter la loi du 15 mars 1928 qui vise les lotissements bâtis, le Décret-Loi du 8 août 1935 règle les dispositions applicables aux lotissements-jardins. Cette loi s'applique aux terrains divisés en parcelles destinées à être vendues ou louées avec promesse de vente. S'il s'agit d'une simple location, sans promesse de vente, le locataire peut construire, mais à ses risques et périls et sans pouvoir se prévaloir de la loi. Le décret prévoit, pour les acquéreurs, le droit de transformer le lotissement-jardin en lotissement construit. Cependant, dans la demande qu'il adresse au préfet, le lotisseur doit joindre au plan sommaire des parcelles, un cahier des charges où figure l'interdiction de construire. Et cette interdiction doit être répétée sur l'acte de vente de chaque parcelle.

Comme il s'agit de jardins, le décret ne parle pas de place libre pour édifices publics ou terrains de jeux.

En résumé, il est impossible de lotir librement soit pour construire, soit pour installer des jardins. Cette législation est malheureusement fissurée. Des abus considérables s'étaient produits et des organisations sans scrupules avaient établi des lotissements dans des conditions déplorables. Le législateur a fait de son mieux ; mais les lois actuelles, qui supposent la bonne foi des parties, gagneront à être précisées. Il n'existe même pas de définition du lotissement. Quand l'autorité doit statuer, aucun délai n'est indiqué pour que la décision intervienne : c'est le règne de l'arbitraire. « Tout dépend des circonstances de fait ». (Circulaire ministérielle du 31 mars 1933.)

Il n'en reste pas moins que, même imparfaite et par le seul fait qu'elle existe, la législation actuelle a rendu de très appréciables services.

Conclusions.

Sans répéter nos remarques sur l'établissement des cités, il nous paraît que l'on ne tient pas assez compte de la direction des vents dominants.

Il nous semble également, en dépit de la mode, que les coquettes maisons modernes seraient tout aussi séduisantes si, alignées le long de voies rectilignes bien orientées, elles tournaient leurs façades vers le nord-ouest ou le sud-est pour profiter du meilleur ensoleillement. En parcourant une voie courbe, on a l'impression que les maisons tournent sur elles-mêmes, orientées qu'elles sont dans tous les azimuts. Or le soleil est réfractaire à la mode, et celle-ci a pris le pas sur une hygiène bien comprise. Les maisons pourraient être disposées non en face l'une de l'autre, mais en quinconce, la façade de l'une ayant comme vis-à-vis l'intervalle de deux autres de l'autre côté de la rue. Leur nombre ne devrait pas dépasser 20 par hectare. Les rues elles-mêmes, quand elles ne sont pas très larges, gagnent à n'être pas privées de lumière et c'est, selon nous, une erreur que de les border d'arbres qui interceptent les rayons du soleil et empêchent l'assèchement de la chaussée.



Fig. 12. — Plan de la Cité du Maréchal Foch
(Société des Mines de Dourges.)

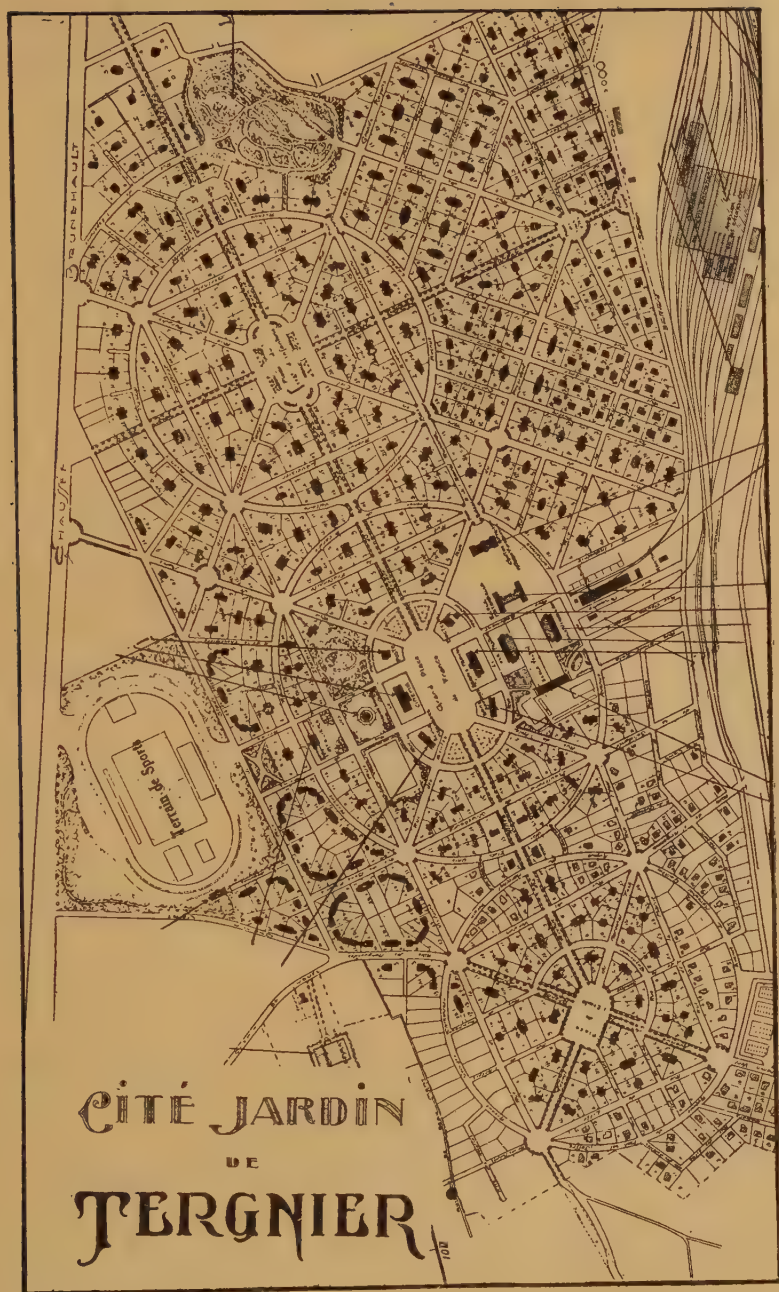


FIG. 13. — Plan de la Cité de Tergnier
(Compagnie des Chemins de fer du Nord.)

Pour éviter l'humidité, un trottoir bétonné d'une largeur d'un mètre autour de la maison, le seuil des fenêtres en saillie, auraient un effet avantageux, surtout si l'on renonçait à poser des chéneaux sur le sommet des murs.

Il faudrait aussi éliminer du voisinage des maisons ces appentis que tant d'occupants ont la manie d'y édifier : hangars ou cabanes en planches, dispositifs variés sans aucun rapport avec la propreté. La chose est difficile, peut-être ; mais la Société des Mines de Lens démontre parfaitement qu'elle est réalisable.

Chaque logement devrait être pourvu d'une buanderie. La ménagère du Nord est réfractaire à la fréquentation du lavoir public ; une telle création n'aurait aucun succès. Faute de mieux la lessive se fait dans la cuisine ou dans la salle commune et le linge est mis à sécher aux fenêtres qu'il obstrue le mieux possible. A quoi bon dès lors les larges baies et les recherches d'ensoleillement ?

Il serait désirable aussi de proportionner l'importance du logement au nombre de ses habitants. Cet usage est réglementaire en Hollande ; on ne peut qu'en souhaiter la généralisation.

De même, le nombre des occupants devrait être limité dans chaque pièce en raison du cube d'air disponible, et, pour les chambres à coucher, une aération suffisante devrait être prévue.

Sans vouloir brimer qui que ce soit, nous pensons qu'un règlement s'inspirant du règlement en vigueur dans les villes aurait une réelle utilité.

A l'intérieur des maisons, il faudrait veiller à la propreté, bannir des murs le papier peint qui empêche la désinfection et la lutte contre les insectes parasites, encourager l'usage du lit de fer et des meubles bien dégagés du sol pour permettre le nettoyage, ou franchement appliqués au parquet pour s'opposer à la pénétration des poussières. Notons en passant que les murs creux, qui abritent si bien des variations de la température, sont un refuge inexpugnable pour l'humidité, les champignons et les rats.

Dans chaque cité devrait exister un local d'isolement pour les malades contagieux, à moins que la proximité d'une ville ne rende ce soin inutile. En effet, pour éviter le transport d'un parent à une distance relativement considérable, la famille préfère parfois dissimuler la maladie. Il est inutile de souligner l'inconvénient d'une telle pratique et sans doute la rendrait-on plus rare si le malade restait à proximité immédiate des siens.

Que dire somme toute des cités créées après la guerre, de leurs logements, de leur service social ? Quelle est notre impression d'ensemble ? En beaucoup de cas, nous approchons de la perfection : les habitations des employés de la Compagnie des Chemins de Fer du Nord à Tergnier sont presque luxueuses et l'on ne voit vraiment pas ce que pourrait faire de plus, au point de vue social, la Société Escaut et Meuse. Tout au plus peut-on souhaiter que les bonnes intentions des sociétés soient parfois guidées

et que celles-ci puissent profiter ainsi des bons résultats réalisés chez leurs émules.

Et pourtant le principal reste à faire : nous voulons dire l'éducation des bénéficiaires de toutes ces installations. Leur évolution n'a malheureusement pas suivi celle de leurs demeures.

Nous pensons qu'un service d'infirmières-visiteuses pénétrant au sein des familles, y répandant la bonne parole, dépistant les tares, prodiguant les conseils aux mères pour la santé de leurs enfants, doit être généralisé et rendrait les plus grands services.

Il faut multiplier les conférences, insister dès l'école sur les préceptes de l'hygiène, faire céder quand c'est nécessaire les résistances malencontreuses, faire en un mot l'éducation sociale de l'ouvrier. C'est la condition selon nous de la réussite ou de l'échec d'une entreprise à laquelle n'ont manqué jusqu'ici ni les moyens financiers, ni la bonne volonté.

Vu : Le Président de la thèse,
TANON.

Vu : le Doyen,
ROUSSY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

PARTIE MÉDICALE

- BRUNON. — L'habitation ouvrière comme moyen de lutte contre l'alcool et la tuberculose. *Normandie Médicale*, 1906, p. 532.
- CACHEUX. — Etat des habitations ouvrières, 1891.
- CARRION. — Les fumées et les poussières des grandes villes. *Médecine Sociale, Urbanisme, Hygiène*, p. 135.
- CUISINIER. — Hygiène de l'habitation. Choix et aménagement de l'emplacement, exposition, orientation. *L'Infirmière française*, février 1929, p. 52.
- DUMONT. — Les habitations ouvrières dans les grands centres industriels et plus particulièrement dans la région du Nord. Etude d'Hygiène sociale. Thèse Lille, 1905.
- GACHE (S.). — Les logements ouvriers à Buenos-Ayres, 1900.
- GODART. — Le problème de l'habitation en France. *Revue d'Hygiène et de Médecine Sociale*, nov. 1932.
- JOSEPHSON. — De l'amélioration du logement ouvrier. Paris, 1907.
- JUILLERAT (P.). — La salubrité de l'habitation.
- KNAPEN. — L'insalubrité des locaux. Ses conséquences et ses causes. *Le Mouvement sanitaire*, 30 nov. 1929, 31 déc. 1929, 31 mars 1930.

LEROY (G.). — Les cités des cheminots du Nord. Thèse de Paris, 1925.

MARTIAL. — Influence de l'habitation sur la physiologie et la psychologie. « Association générale des Hygiénistes et Techniciens municipaux. »

— L'habitation : les principales directives de son hygiène. *Hygiène Sociale*, 25 janv. 1933.

— Hygiène individuelle du travailleur. Paris, 1907.

— L'ouvrier : son hygiène, son atelier, son habitation. Paris, 1909.

— Principes d'hygiène.

— L'urbanisme et l'hygiène. *Hygiène Sociale*, 19 nov. 1932.

PORTEVIN et HOLLANDE. — La reconstitution de l'habitation ouvrière dans les régions dévastées. *Union des Soc. Indust. de France*, Congrès de 1920. Mulhouse, 1921, p. 175.

Recueil des Rapports du C. S. H. P. Bruxelles, 1920, XXII^e vol., fasc. I, p. 59.

REMLINGER (R.). — Les lotissements de terrains urbains. Les groupements d'habitations au point de vue de l'hygiène. *Revue d'Hygiène*, juillet 1926.

Statistiques générales de la France.

TANON. — Interdiction de constructions en bois à usage d'habitation. *Annales d'Hygiène Publique, Industrielle et Sociale*, n^o 7, juillet 1935.

PARTIE JURIDIQUE

BLUM (Edgard). — La loi Loucheur. Commentaire théorique et pratique.

Bulletin législatif Dalloz.

Code pratique des lotissements et des associations syndicales.
Librairie du Recueil Sirey, 1928 et suppl. 1929.

COLLIN. — Silhouettes de lotissements.

Journal officiel. — 24 mars 1920 et 10 décembre 1922.

LECLERC (Louis) et GUILLEMOT-SAINT-VINEBAULT. — Traité pratique des H. B. M. : Application de la loi Loucheur, 1929.

MINVIELLE (Geo). — La pitoyable réglementation des lotissements en France.

— La réglementation légale des lotissements-jardins. Texte et commentaire du décret-loi du 8 août 1935.

MONTSARRAT (G.). — Le code de l'urbanisme (1933).

STRAUSS (Paul) et BAULEZ (Charles). — H. B. M. Commentaires juridiques de la loi du 12 avril 1906 et guide pratique.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	9
La genèse des cités ouvrières.....	13
Compagnie des Chemins de fer du Nord.....	22
Compagnie des Mines d'Aniche.....	41
Compagnie des Mines d'Anzin.....	49
Société des Mines de Dourges.....	53
Société des Mines de Lens.....	62
Société Escaut et Meuse.....	70
Ville de Lille.....	82
Charbonnages André Dumont.....	87
Ville de La Haye.....	93
Législation des Habitations à bon marché et des Lotissements.	96
Conclusions.....	105
Bibliographie : partie médicale.....	111
— partie juridique.....	112

2407. — Imp. de la Faculté de Méd., Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6-37
